



LE COUP D'OEIL DE L'A.M.R.I



LA REVUE DE L'ASSOCIATION DU MASTER RELATIONS INTERNATIONALES
UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LILLE



© Radio France

INFLUENCE RUSSE EN

GÉORGIE

PAGE 4

CHUTE DU RÉGIME EN

SYRIE

PAGE 17

NOUVELLES ROUTES DE

L'ÉNERGIE

PAGE 37

NUMÉRO 27 • JANVIER 2025

L'Édito



LE COUP D'ŒIL DE L'AMRI 2024-2025

Chers lecteurs, chères lectrices,

Au nom des étudiants du master Histoire - Relations internationales de l'Université Catholique de Lille, nous sommes honorés de vous présenter notre revue de géopolitique : Le coup d'œil de l'AMRI (Association du Master de Relations Internationales). Fondée en 2021 sous l'impulsion d'étudiants curieux de partager leur intérêt pour les questions internationales, elle est entièrement rédigée, éditée et mise en page par les élèves du master, et se veut accessible à tous : étudiants comme professeurs, ou amateurs de géopolitique.

Le coup d'œil de l'AMRI c'est quoi ? Tous les mois, une mise en relief sérieuse et approfondie de l'actualité internationale à travers plusieurs articles thématiques, et un dossier se focalisant sur un sujet en particulier. Par une démarche transversale et pluridisciplinaire, nous abordons de multiples thèmes : aussi bien géopolitiques qu'économiques, écologiques, sécuritaires ou culturels. Nouvelles routes de la soie en Asie, conflits au Moyen-Orient, transition énergétique en Europe ou encore trafic de drogue en Amérique Latine, nous souhaitons vous proposer un véritable tour d'horizon mondial des grands enjeux de notre époque.

Dans ce 27e numéro, notre dossier portera sur les enjeux de la chute du régime de Bachar al-Assad en Syrie. Le premier article retrace l'histoire de la dynastie Al-Assad au pouvoir, le second aborde les défis que posent le retour des réfugiés au pays, et le dernier se penche sur les conséquences de cet évènement pour l'équilibre régional.

Dans cette édition, vous trouverez également des analyses portant sur l'influence russe en Géorgie, le bilan du président de Taiwan un an après son élection, la lutte contre la criminalité au Salvador, les nouvelles routes de l'énergie, les conditions pénitentiaires comme enjeu de relations internationales, et sur le *Panzi Foundation Youth Ambassador Program* en Afrique.

Nous souhaitons rappeler que les opinions émises dans ces articles n'engagent en rien la responsabilité de l'Université Catholique de Lille (UCL) et de l'AMRI. Nous prenons le parti de laisser nos rédacteurs s'exprimer, tant que leurs propos sont justifiés par des sources scientifiques et des exemples concrets.

Au nom du comité de rédaction de la revue, nous vous souhaitons une excellente lecture.

Rédacteurs en chef
MARIN GUILLON VERNE & ROBIN YAHY

S O M M A I R E

4 ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES DE 2024 EN GÉORGIE : LORSQUE L'INFLUENCE RUSSE SORT DE L'OMBRE

Julien Grymonprez

8 UN AN APRÈS SON ÉLECTION, RETOUR SUR LA PREMIÈRE ANNÉE DE WILLIAM LAI À LA PRÉSIDENTENCE DE TAÏWAN

Matéo Blanquer

12 ENTRE BAISSÉ DE LA CRIMINALITÉ ET MENACE DE L'ÉTAT DE DROIT, UNE SITUATION PARADOXALE AU SALVADOR

Apolline Charlois

17 DOSSIER : CHUTE DU RÉGIME EN SYRIE

Anna Ginepro, Quitterie Sécher, Adèle Sellier, Emilie Sterna

32 BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

37 LES NOUVELLES ROUTES DE L'ÉNERGIE : ENTRE ENJEUX ET OPPORTUNITÉS

Dimitry Traczyk

43 LES CONDITIONS PÉNITENTIAIRES : ENJEUX DE DROITS HUMAINS ET DE RELATIONS INTERNATIONALES

Jeanne Barrois

47 PANZI FOUNDATION YOUTH AMBASSADOR PROGRAM : UNE GÉNÉRATION ENGAGÉE CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES ET POUR L'AUTONOMISATION DES FEMMES EN AFRIQUE

Ndeye Aminata Ndiaye

52 REMERCIEMENTS

ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES DE 2024 EN GÉORGIE : LORSQUE L'INFLUENCE RUSSE SORT DE L'OMBRE

RÉDIGÉ PAR JULIEN GRYPONPRÉZ



Image n°1 : Un manifestant brandissant le drapeau géorgien devant une barricade en feu. © Zurab Tsertsvadze/AP/SIPA

Située à la jonction entre l'Asie et l'Europe, la Géorgie, pays du Sud Caucase, est marquée par une histoire complexe avec son voisin russe au nord. Elle est annexée par l'Empire russe au début du XIXe siècle puis connaît une brève période d'indépendance à partir de 1918 avant de retomber sous le joug soviétique en 1921. Depuis son indépendance en 1991, Tbilissi oscille entre aspirations européennes et pressions russes, illustrées par des conflits, notamment en 2008, ainsi que des tensions politiques persistantes.

LES PRÉMICES D'UN CLIVAGE POLITIQUE

De ce fait, la société géorgienne est profondément divisée entre des courants pro-européens et pro-russes, se reflétant dans des visions contrastées quant à l'avenir politique et surtout culturel du pays. Il est notable qu'une majorité de la population, et plus particulièrement les jeunes générations, aspirent à une intégration européenne souvent perçue comme synonyme de démocratie, de droit de l'Homme et de développement économique.

En revanche, une partie de la population, souvent plus âgée ou résidant dans des zones rurales, privilégie des relations avec la Russie, invoquant des liens historiques, culturels et économiques. Cette faction soutient des politiques conservatrices et se montre méfiante envers les influences occidentales, craignant une érosion des valeurs traditionnelles.

Plus récemment, en mai 2024, le parlement géorgien a adopté une loi plutôt controversée, perçue comme inspirée d'une législation russe. En effet, la loi « sur la transparence de l'influence étrangère » exige que les ONG recevant plus de 20% de leur financement de l'étranger se déclarent comme « agents d'influence étrangère » (AFP, 2024). Les différents opposants voient en cette loi une menace pour la liberté d'expression et d'association, craignant une répression accrue de la société civile et des médias indépendants (Bougerol, 2024). Au lendemain de cette adoption, des manifestations massives eurent lieu, reflétant une polarisation accrue de la société géorgienne. Un an auparavant, le même projet de loi avait dû être retiré à la suite d'énormes manifestations.

Le 26 octobre de la même année, des élections législatives avaient été organisées en Géorgie afin de renouveler pour quatre ans les membres du parlement géorgien. Cette élection fut marquée par l'opposition entre le parti russophile Rêve géorgien et différents mouvements favorables à un rapprochement avec l'Union européenne (UE). Cinq jours plus tard, la victoire du parti Rêve géorgien est validée officiellement après un recomptage partiel des votes, demandé par l'opposition. Le parti politique aux affaires depuis 2012 en Géorgie était crédité de 54,08 % des voix contre 37,58 % à la coalition pro-européenne. Entre-temps, le premier ministre Irakli Kobakhidzé a annoncé le gel des négociations d'adhésion de la Géorgie à l'UE jusqu'en 2028. Cette suspension a attisé la colère d'une partie de la population et de l'opposition, et a mené à l'intensification des manifestations dans les plus grandes villes de Géorgie.



Image n°2 : Plusieurs milliers de manifestants rassemblés devant le parlement géorgien, le 15 mai 2024. — © GIORGI ARJEVANIDZE / AFP

Depuis, la Géorgie traverse une crise politique sans précédent dans son histoire récente, avec des manifestations antigouvernementales quotidiennes. La présidente Salomé Zourabichvili a par ailleurs exclu de quitter ses fonctions alors même qu'une élection présidentielle devait valider le nom de son successeur, le 14 décembre 2024. Elle dénonce une fraude électorale massive en Géorgie et le détournement du pays de la voie européenne. De fait, seul l'ancien footballeur Mikhaïl Kavelachvili, soutenu par Rêve géorgien, est candidat. Même si le rôle de chef d'État en Géorgie ne représente pas le pouvoir exécutif et que ses fonctions restent finalement limitées, il représente néanmoins l'unique poste qui échappait encore au contrôle du parti Rêve géorgien et, par extension, aux intérêts pro-russes. Mikhaïl Kavelachvili a prêté serment au Parlement géorgien le 29 décembre 2024, l'ancien président rejette toujours sa légitimité.

RÉACTIONS À L'INTERNATIONAL

Ces élections ont suscité de vives réactions sur la scène internationale. D'une part, L'UE a exprimé des doutes quant à la liberté et surtout à l'équité du scrutin. Elle y dénonce des rapports d'intimidation, de coercition et d'achat de vote. Cette dernière affiche son soutien à Salomé Zourabichvili et a appelé à une enquête rapide sur les irrégularités présumées (IRIS, 2024). De plus, le Parlement européen a adopté une résolution condamnant ces élections et a appelé à de nouvelles élections en Géorgie (Parlement européen, 2024). En revanche, le Premier ministre hongrois, Viktor Orban, a félicité le gouvernement de Rêve géorgien pour sa victoire et s'est rendu dans la foulée à Tbilissi. Sa visite a suscité des interrogations quant à la position de certains États membres de l'UE, d'autant plus que la Hongrie assurait jusqu'au 31 décembre 2024 la présidence du Conseil de l'UE (Saillofest, 2024).



Image n°3 : Un groupe de manifestants tenant un drapeau européen aspergé par un canon à eau. © AFP

Les élections législatives géorgiennes du 26 octobre 2024 ont suscité des réactions variées sur la scène internationale, notamment de la part de la Russie. Le Kremlin a dénoncé des tentatives d'« ingérence » de l'Occident dans le processus électoral géorgien, accusant les pays occidentaux de chercher à influencer les résultats en faveur de l'opposition pro-européenne. Cette position reflète la volonté de Moscou de maintenir son influence dans la région et de contrer les aspirations européennes de la Géorgie (AFP, 2024).

Les États-Unis, ont quant à eux exprimé leur préoccupation face aux irrégularités signalées et ont fortement encouragé le gouvernement géorgien à respecter les principes démocratiques et les droits de l'Homme. Ils ont également appelé à la reprise des négociations d'adhésion à l'Union européenne, soulignant l'importance de l'intégration euro-atlantique pour la stabilité et la prospérité de la Géorgie.



Image n°4 : La présidente géorgienne Salomé Zourabichvili s'adresse aux manifestants qui protestent contre le résultat des élections parlementaires, à Tbilissi, en Géorgie, le 28 octobre 2024.
© REUTERS

AUJOURD'HUI...

Fin décembre 2024, Londres a commencé à poser de réelles contraintes au ministre de l'Intérieur géorgien ainsi qu'à des hauts fonctionnaires en gelant leurs actifs et leur interdisant de se rendre en Angleterre. Les États-Unis ont déclaré de leur côté le 27 décembre 2024 des sanctions contre l'homme fort de la Géorgie, Bidzina Ivanichvili, le fondateur du parti Rêve géorgien pour « attaque à la démocratie et aux droits de l'Homme ».

De son côté, le président géorgien prorusse Mikhaïl Kavelashvili a récemment approuvé des amendements législatifs renforçant la répression contre le mouvement pro européen et les fonctionnaires. Ces mesures, en vigueur depuis le 30 décembre, augmentent les amendes pour les manifestants, facilitent les licenciements et détentions extrajudiciaires, et élargissent les nominations politiques dans la fonction publique. 2025 s'annonce être une année compliquée pour la politique géorgienne, et surtout pour sa population. Dans ce contexte, on peut légitimement se demander si les anciennes républiques soviétiques ne sont pas condamnées à évoluer vers des régimes autoritaires.

BIBLIOGRAPHIE

Articles de presse :

Afp, Le Figaro (2024, octobre 25). Législatives en Géorgie : la Russie dénonce des tentatives d'ingérence occidentale. *Le Figaro*. <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/legislatives-en-georgie-la-russie-denonce-des-tentatives-d-ingerence-occidentale-20241025>

Afp, Le Figaro (2024, 14 décembre). Géorgie : l'ex-footballeur prorusse Mikheïl Kavelachvili désigné président du pays lors d'une élection boycottée par l'opposition. *Le Figaro*. <https://www.lefigaro.fr/international/georgie-un-ex-footballeur-prorusse-seul-candidat-de-l-election-presidentielle-boycotee-par-l-opposition-20241214>

Afp, Le Monde (2024, mai 14). En Géorgie, le Parlement adopte le projet de loi décrié sur l' « influence étrangère ». *Le Monde.fr*. https://www.lemonde.fr/international/article/2024/05/14/en-georgie-le-parlement-adopte-le-projet-de-loi-decrie-sur-l-influence-etrangere_6233192_3210.html

Bougerol, E. (2024, 16 mai). En Géorgie, un grand danger plane sur la presse et les ONG. *Basta !* <https://basta.media/georgie-danger-presse-ong-loi-russe>

Liboreiro, J. (2024, 28 octobre). Les élections en Géorgie : l'UE demande une enquête rapide sur les irrégularités présumées. *Euronews*. <https://fr.euronews.com/my-europe/2024/10/28/les-elections-en-georgie-lue-demande-une-enquete-rapide-sur-les-irregularites-presumees>

Saillofest, M. (2024, 28 octobre). Viktor Orbán se rend en Géorgie dans un effort de légitimation du résultat des élections législatives. *Le Grand Continent*. <https://legrandcontinent.eu/fr/2024/10/28/viktor-orban-se-rend-en-georgie-dans-un-effort-de-legitimation-du-resultat-des-elections-legislatives>

Vincent, F. (2024, 31 décembre). En Géorgie, le pouvoir renforce son arsenal répressif. *Le Monde.fr*. https://www.lemonde.fr/international/article/2024/12/31/en-georgie-le-pouvoir-renforce-son-arsenal-repressif_6474687_3210.html

Articles scientifiques ou académiques :

Chkhaidze, N. (2024, 12 novembre). Russia Emerges as the Real Winner of Georgia's Disputed Election. *Atlantic Council*. <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/ukrainealert/russia-emerges-as-the-real-winner-of-georgias-disputed-election>

Harriman Institute. (2024, 23 octobre). Perspectives on the 2024 Georgian Elections: Understanding Russian Influence. Columbia University. Événement en ligne. <https://harriman.columbia.edu/event/perspectives-on-the-2024-georgian-elections-understanding-russian-influence>

IRIS. (2024, 25 avril). Manifestations contre la loi sur « l'influence étrangère » en Géorgie : reflet d'un clivage politique ? *IRIS*. <https://www.iris-france.org/185900-manifestations-contre-la-loi-sur-linfluence-etrangere-en-georgie-reflet-dun-clivage-politique/>

Documents officiels ou institutionnels :

Groupe ECR. (2024, 4 novembre). PROPOSITION DE RÉOLUTION sur le recul démocratique et les menaces pesant sur le pluralisme politique en Géorgie. *Parlement européen*. https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/B-10-2024-0071_FR.html

Parlement européen. (2024, 28 novembre). Georgia's Worsening Democratic Crisis Following the Recent Parliamentary Elections. *Parlement européen*. https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-10-2024-0054_EN.html

Parlement européen. (2024, 28 novembre). Le Parlement appelle à de nouvelles élections en Géorgie. *Parlement européen*. <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20241121IPR25549/le-parlement-appelle-a-de-nouvelles-elections-en-georgie>



UN AN APRÈS SON ÉLECTION, RETOUR SUR LA PREMIÈRE ANNÉE DE WILLIAM LAI À LA PRÉSIDENTENCE DE TAÏWAN

RÉDIGÉ PAR MATÉO BLANQUER



Image n°5 : William Lai le jour de son élection à la présidence de Taïwan, le 13 janvier 2024 © Louise Delmotte/AP

13 janvier 2024. Lai Ching-te, plus connu sous son nom anglais William Lai, est élu président de la République de Chine (Taïwan). Avec 40,05 % des suffrages, son parti, le *Democratic Progressive Party* (DPP), l'emporte devant son grand rival, le *Kuomintang* (KMT), qui obtient 33,39 % des voix. À la troisième marche du podium, le *Taiwan's People Party*, fondé en 2019, remporte 26,46 % des voix.

Un an après les élections nationales taïwanaises de janvier 2024, quels sont les enjeux et événements majeurs ayant marqué le début de mandat du successeur de Tsai Ing-Wen ? Celui qui est devenu officiellement président de Taïwan depuis le 20 mai 2024 a souhaité se rapprocher des États reconnaissant la République de Chine (ROC) comme le gouvernement légitime de la Chine, tout en maintenant une relation d'équilibre avec Pékin. Retour sur une année 2024 marquée par de nombreux défis externes et internes pour William Lai.

SOUS LA PRÉSIDENTENCE DE LAI, DES TENSIONS INTER-DÉTROIT TRÈS IMPORTANTES

Le président entrant aura ainsi connu une investiture pour le moins tourmentée : le jour même de son discours d'inauguration le 20 mai, la Chine a lancé en réponse des exercices militaires de grande échelle autour de l'île. L'Armée populaire de libération (APL) est restée fortement active lors des semaines ayant suivi l'investiture de Lai. Le mois de juillet 2024, avec 437 incursions aériennes dans la zone d'identification de défense aérienne (ADIZ) de Taïwan, a constitué le second total le plus important derrière août 2022 (Lin & Hart, 2024), marqué par la visite sur l'île de la présidente de la Chambre des représentants des États-Unis Nancy Pelosi.

À nouveau, quatre jours après le traditionnel discours présidentiel du « *National Day* » de la République de Chine, le 10 octobre, la Chine a lancé une opération nommée « *Joint Sword-2024B* », qui illustre particulièrement l'accroissement des tensions inter-détroit.

En effet, pour la première fois, la Chine a mis en œuvre des exercices militaires visibles et de grande ampleur, encerclant Taïwan à la suite d'un discours de « *National Day* ». Jusqu'alors, Pékin n'avait, à l'occasion des précédents discours du 10 octobre, organisé que des exercices limités autour de Taïwan. En outre, à la suite du discours de Lai, les forces de maintien de l'ordre maritime de la Chine ont mené des patrouilles sans précédent autour de l'île. Des éléments du discours de William Lai ont été avancés pour justifier les exercices militaires chinois, comme le fait que le président taïwanais a affirmé que la ROC et la RPC n'étaient pas « subordonnés l'un envers l'autre », ou encore que la RPC « n'a aucun droit de représenter Taïwan » (Lin, 2024).

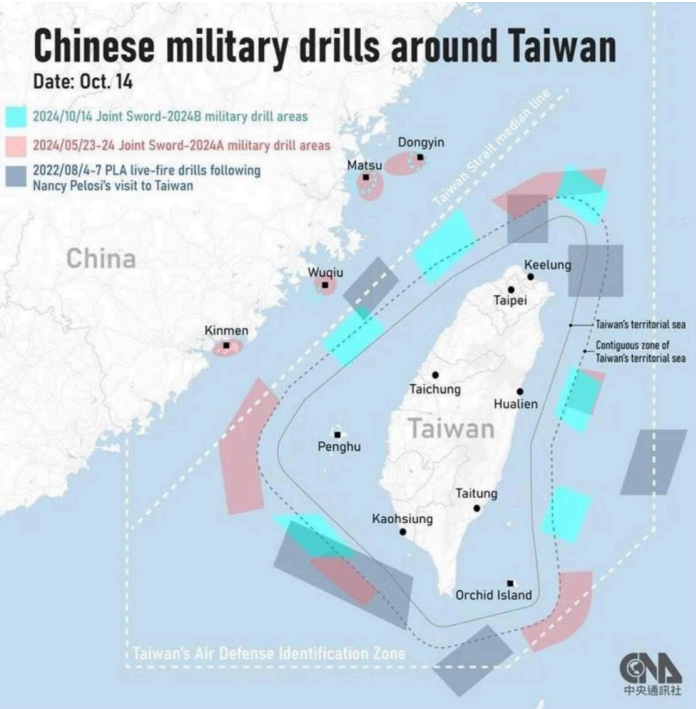


Figure n°1 : Localisation des manœuvres militaires chinoises autour de Taïwan à la suite des discours du 20 mai (en rouge) et du 10 octobre (en bleu) du président taïwanais William Lai.
© CNA

Pourtant, l'un des objectifs annoncés par William Lai lors du discours du 10 octobre est un rapprochement avec la Chine dans plusieurs domaines, notamment la lutte contre le changement climatique ou encore contre les maladies infectieuses (Wingfield-Hayes & Marsh, 2024). Ces espoirs de dialogue avec la Chine ont cependant été largement ignorés par Pékin, qui a interprété le discours de Lai comme un appel à l'indépendance. Alors que les incursions de l'APL dans l'ADIZ de Taïwan sont restées élevées depuis juillet 2024, William Lai semble faire face à un niveau de pression de la part de la Chine encore accru par rapport à sa prédécesseuse.

UN RENFORCEMENT DES LIENS ENTRE LES ÉTATS RECONNAISSANT LA RÉPUBLIQUE DE CHINE

Face aux pressions chinoises, le risque de l'isolement diplomatique ne fait que s'accroître pour Taïwan. Ainsi, début décembre, William Lai a effectué son premier voyage présidentiel à l'étranger et visité trois des douze derniers pays reconnaissant Taïwan comme un État indépendant : les îles Marshall, Tuvalu et Palau. L'objectif : souligner l'engagement de Taïwan à maintenir et renforcer ses liens avec ses alliés et partenaires, notamment face à la pression chinoise grandissante (Pohle, Kuo, Spinelli & Staats, 2024).

Le président taïwanais a également transité vers Hawaii, où il a rappelé son engagement pour la paix dans le détroit, en affirmant que « la paix n'a pas de vainqueur » (Reuters, 2024). Puis, en transit sur le territoire états-unien de Guam, Lai est devenu le premier président taïwanais à effectuer un discours devant l'assemblée législative de Guam. Celui-ci s'est cependant abstenu de rencontrer des responsables états-unis de haut rang, préférant s'entretenir par téléphone et visio-conférence avec des leaders du Congrès des États-Unis des deux partis. Malgré ces précautions, le retour de Lai à Taïwan a été marqué par le déploiement de nouveaux exercices militaires par la RPC autour de Taïwan, qualifié par certains observateurs comme « le plus grand déploiement de navires de guerre chinois autour de Taïwan depuis 1996 » (Hioe, 2024). Un message clair de Pékin pour marquer l'intensification de sa coercition dans la région, afin de restreindre davantage l'espace international de Taïwan.

UNE SCÈNE INTÉRIEURE TROUBLÉE

Sur la scène intérieure, l'année écoulée a été marquée par des troubles importants pour le nouveau gouvernement de William Lai. En effet, le Parlement taïwanais, le « Yuan législatif », dont les membres sont élus le jour des élections présidentielles, est dominé par une coalition entre le KMT, qui a remporté un siège de plus que le DPP (51) et le TPP qui compte 8 sièges.

Alors qu'à Taïwan, l'exécutif est principalement chargé des questions de relations extérieures, de sécurité et de souveraineté nationale, le pouvoir législatif est l'acteur principal de la gouvernance intérieure, et dispose donc d'une marge de manœuvre importante sur la politique interne. Or, en position de majorité, certains amendements controversés avancés par cette coalition anti-gouvernementale KMT-TPP, visant à accroître les pouvoirs de ce Yuan législatif à majorité non-gouvernementale, ont été à l'origine d'une série de manifestations de la société civile taïwanaise appelées « *Bluebird movement* » à partir de mai 2024 (Wang, 2025).

Sept mois plus tard, le 20 décembre 2024, le Yuan législatif a acté un amendement visant à augmenter le seuil de recevabilité pour que la Cour constitutionnelle taïwanaise (TCC) puisse déclarer un acte gouvernemental comme étant anti-constitutionnel, avec pour but en filigrane de disposer d'un contrôle plus important sur les opérations de la TCC. La majorité KMT-TPP avait également pour but de freiner la capacité d'action de cet organe, alors que William Lai devait nommer sept nouveaux juges, considérés « pro-DPP » par la coalition anti-gouvernementale. Cette nouvelle législation a ainsi suscité de vives critiques en ce qu'elle menace la capacité de la TCC à maintenir une justice indépendante et à garantir les droits fondamentaux des individus. S'il est trop tôt pour dire si la réduction des capacités de la TCC va entraîner une immédiate dégradation de la protection des droits fondamentaux à Taïwan, celle-ci pourrait advenir si l'organe constitutionnel ne parvenait pas à trouver un moyen d'exercer efficacement son pouvoir (Wang, 2025).

Du point de vue de l'opinion publique, Lai peut tout de même se rassurer. Alors que le taux d'approbation du nouveau président était de 45,2 % en mai, ce pourcentage a dépassé les 50 % en juillet avant d'atteindre 53,4 % en décembre. Ces taux élevés peuvent être expliqués par une confiance généralisée de la société civile envers la politique extérieure menée par Lai, caractérisée par une priorité accordée à la souveraineté et la défense nationale. Une politique qui s'inscrit dans la continuité de celle de Tsai Ing-Wen qui avait été élue consécutivement en 2016 et 2020, sans pouvoir se représenter pour un troisième mandat, dont la gestion de la politique étrangère et des relations inter-détroit avaient reçu des taux d'approbation élevés (Smith, 2025).

Ainsi, un an après son élection, l'année 2025 soulève de nombreuses interrogations concernant les défis à surmonter pour William Lai. En effet, le pays est en proie à une situation politique intérieure complexe, tandis que la Chine voisine ne montre pas de signes de détente concernant la question de l'intégration forcée de Taïwan à la RPC, et se montre même plus menaçante que jamais. Enfin, de l'autre côté du Pacifique, la deuxième présidence Trump peut soulever des doutes chez William Lai quant à l'implication des États-Unis si une possible invasion chinoise de Taïwan devait survenir sous le deuxième mandat Trump.

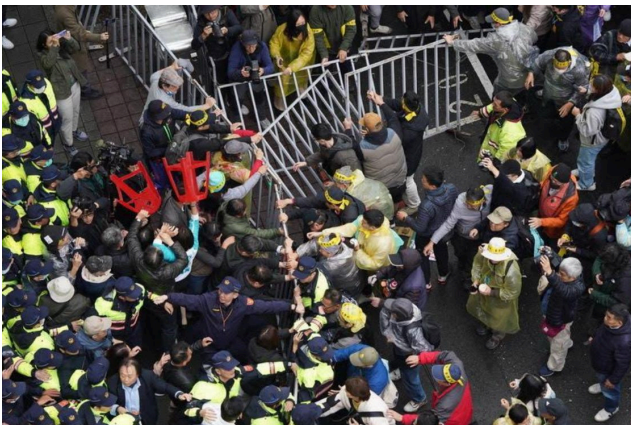


Image n°6 : Affrontements entre la police et des manifestants associés au « *Bluebird movement* » à l'issue de la législation sur la Cour constitutionnelle taïwanaise mise en place le 20 décembre 2024. © Taiwan News

BIBLIOGRAPHIE

Rapport :

Lin, Bonny & Hart, Brian. (2024, 5 novembre). Analyzing China's escalation after Taiwan President William Lai's National Day speech. *China Power Project*. <https://chinapower.csis.org/china-taiwan-joint-sword-2024b-coast-guard/>

Publications institutionnelles :

Pohle, Camilla ; Kuo, Naiyu ; Spinelli, Dan & Staats, Jennifer. (2024, 17 décembre). *After Taiwan's Pacific Diplomacy, China Steps Up Military Pressure*. United States Institute of Peace. <https://www.usip.org/publications/2024/12/after-taiwans-pacific-diplomacy-china-steps-military-pressure>

Wang, Shih-An. (2025, 12 janvier). *The Smoking Gun of Democratic Backsliding ? The 2024 Amendment to the Constitutional Court Procedure Act in Taiwan*. Taiwan Insight. <https://taiwaninsight.org/2025/01/15/the-smoking-gun-of-democratic-backsliding-the-2024-amendment-to-the-constitutional-court-procedure-act-in-taiwan/>

Articles de presse :

Hioe, Brian. (2024, 13 décembre). China Launches New Military Drills Around Taiwan Following Lai's First Overseas Trip. *The Diplomat*. <https://thediplomat.com/2024/12/china-launches-new-military-drills-around-taiwan-following-lais-first-overseas-trip/>

Lin, Michael. (2024, 13 octobre). A close look into Lai's National Day speech. *Taipei Times*. <https://www.taipeitimes.com/News/editorials/archives/2024/10/14/2003825243>

Reuters. (2024, 1 décembre). 'War has no winners, peace is priceless' : Taiwan's Lai Ching-te slams war, strikes peaceful tone in Hawaii. *Firstpost*. <https://www.firstpost.com/world/war-has-no-winners-peace-is-priceless-taiwans-lai-ching-te-slams-war-strikes-peaceful-tone-in-hawaii-13840523.html>

Smith, Courtney Donovan. (2025, 1er janvier). Donovan's Deep Dives : Why Tsai, and now Lai, poll so highly. *Taipei Times*. <https://www.taipeitimes.com/News/feat/archives/2025/01/01/2003829450>

Wingfield-Hayes, Rupert & Marsh, Nick. (2024, 10 octobre). William Lai : Taiwan's president vows to resist « annexation ». *BBC News*. <https://www.bbc.com/news/articles/cp95mdjk95ko.amp>



ENTRE BAISSÉ DE LA CRIMINALITÉ ET MENACE DE L'ÉTAT DE DROIT, UNE SITUATION PARADOXALE AU SALVADOR

RÉDIGÉ PAR APOLLINE CHARLOIS



Image n°7 : Nayib Bukele, Président du Salvador, discours du 19 octobre 2023 © Le Monde

En février 2024, Nayib Bukele, président du Salvador depuis 2019, est réélu à la tête du pays, obtenant 85 % des voix, avec comme projet phare la réduction de la violence dans son pays. L'homme est décrit par le Times Magazine comme « le président autoritaire le plus populaire au monde » (*Times Magazine*, 2024). Les termes semblent paradoxaux, cependant, les chiffres sont là : entre 2015 et 2023, le taux d'homicides pour 100 000 habitants dans ce petit pays d'Amérique du Sud est passé de 105 en 2015 à 2,4 en 2023, un taux comparable aux pays européens (*Les Echos*, 2024). Le Salvador est une république indépendante depuis 1821, voisine du Guatemala et du Honduras, et où la criminalité était omniprésente il y a encore quelques années. En effet, la pauvreté endémique et les conséquences économiques de la guerre civile de 1980 ont exposé le pays à une violente guerre des gangs, pratiquant entre autres le trafic de drogue, le proxénétisme et n'hésitant pas à recourir au meurtre afin de protéger leurs intérêts. Ainsi, en 2015, le Salvador était le pays, hors zone de guerre, avec le plus haut taux d'homicides au monde (*The Telegraph*, 2016). Alors, de quelle manière le président Bukele est-il parvenu à faire baisser ces chiffres, et pourquoi les ONG s'inquiètent de ses méthodes ?

UNE DÉRIVE AUTORITAIRE NÉCESSAIRE SELON NAYIB BUKELE

En 2023 est inaugurée la « méga-prison » du Salvador, officiellement nommée « Centre de confinement du terrorisme », pouvant accueillir 40 000 détenus. Cette construction fait suite à une journée particulièrement mortelle pour le pays : le 26 mars 2022, les gangs du Salvador sont accusés d'avoir tué 62 personnes en 24 heures (*Le Monde*, 2022). Il est ici question du Mara Salvatrucha et du Mara 18, deux gangs actifs dans le pays et considérés comme très puissants en Amérique latine. Depuis la guerre civile, le pays est fortement touché par la criminalité liée aux gangs et ce pour plusieurs raisons : les finances sont déséquilibrées et un tiers des habitants vit sous le seuil de pauvreté. Le cercle est sans fin : les gangs recrutent parmi les populations pauvres qui cherchent à s'en sortir, et les trafics et l'insécurité aggravent la pauvreté. Ces gangs, pour certains d'origine mexicaine, se sont implantés au Salvador lors de la guerre civile après avoir quitté les États-Unis, profitant du contexte d'instabilité politique pour développer leur trafic.

Taux d'homicide par 100,000 habitants

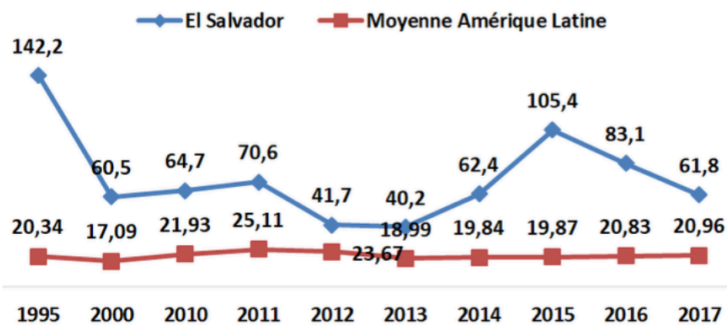


Figure n°2 : Graphique réalisé par Sciences Po, © Observatoire politique de l'Amérique Latine et des Caraïbes

Ainsi, en 2022, le président Bukele prend des mesures drastiques et établit aussitôt un régime d'exception dans l'ensemble du pays, confisquant de nombreuses libertés fondamentales dans le but d'éradiquer la criminalité et de garantir la paix sur le long terme. Pour ce faire, il instaure une politique de tolérance zéro, incluant une dérive autoritaire. Il suspend les droits constitutionnels afin de se faire réélire une troisième fois, ferme les yeux sur la torture, remplace les juges et autorise la surveillance de la population ainsi que les arrestations sans mandats. Dès lors, la police procède à 75 000 arrestations (*Francetv*, 2024) sans tenir compte de la présomption d'innocence ou de quelconque mandat d'arrêt.

Cet état d'exception est régulièrement reconduit depuis, et ce pour la neuvième fois depuis 2022. Sont aussi supprimés la liberté d'association ou de réunion, et les communications sont espionnées par l'État. Concernant le remplacement des juges, Bukele fait destituer cinq juges de la Cour Suprême, le procureur général et licencie un tiers des magistrats : il reconstruit une constitutionnalité propre à son régime autoritaire. Les lois sont également modifiées et il est désormais possible de prononcer des peines allant jusqu'à 10 ans de prison pour des individus âgés de 12 ans et plus. Le fait d'appartenir à un groupe armé multiplie la peine par cinq (*RFI*, 2022).

Le centre pénitencier de 40 000 places récemment construit est un élément central dans cette lutte. Les détenus dorment sur des lits en métal, sont entassés à 100 dans des cellules de 100 m², n'ont pas le droit à la parole, sont privés de couverts par crainte que ceux-ci soient utilisés comme des armes - ce qui les force à manger avec les doigts. Ils ne disposent pas de droit de visite.

Figurant parmi les prisons les plus grandes au monde (*IRIS*, 2023), les peines y sont aussi disproportionnées, la justice salvadorienne étant sans pitié avec les criminels. Les chefs écopent de peines extrêmement longues. À titre d'exemple, en juin 2024, un condamné a écopé de 460 ans de prison. Un mois plus tard, un des chefs de la Mara Salvatrucha a été condamné à 188 ans d'emprisonnement pour extorsion ou encore homicide. Ainsi, selon *Courrier International*, un Salvadorien sur 55 serait emprisonné, et 2% de la population vivrait derrière les barreaux : le pays détient ainsi le plus haut taux d'emprisonnement au monde (*Radio France*, 2024).

LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES TIRENT LA SONNETTE D'ALARME CONCERNANT LES DROITS HUMAINS

Ce sont les méthodes de Bukele et les conditions de détention des prisonniers qui ont alors alerté les ONG internationales et sud-américaines. En effet, elles reprochent au président Bukele de bafouer le droit international et les droits humains alors que le Comité des Nations Unies énonce que tout accusé a le droit d'avoir un procès équitable, son non-respect au Salvador est vivement reproché.



Image n°8 : Image de détenus du centre de confinement du terrorisme, fournie par la présidence salvadorienne © *Le Monde*, 15 mars 2023

La communauté internationale, lors de la mise en place de cette guerre contre les gangs, s'est alors inquiétée de la déviance vers un État policier. En effet, de nombreux innocents ont été emprisonnés, arrêtés sans mandat judiciaire.

En novembre 2024, Nayib Bukele a procédé à la libération de 8 000 personnes enfermées à tort en prison depuis 2022 (*RFI*, 2024). Depuis 2022, 83 000 personnes ont été arrêtées, et l'ONG *Socorro Juridico Humanitario* estime à 30 000 personnes le nombre d'innocents.

Amnesty International et *Human Rights Watch* se sont également penchés sur le cas salvadorien et ont recensé près de 300 décès en détention depuis 2022 (*RFI*, 2024). Mais s'il est indéniable que l'action de l'État a considérablement réduit les libertés fondamentales, la population ne semble pas inquiète, préférant la paix sociale.

UNE POLITIQUE MUSCLÉE DISSIMULÉE PAR L'ENTRETIEN D'UNE IMAGE SOIGNÉE

En parallèle de cela, Bukele est considéré comme un dictateur « populaire ». Il mène une campagne de communication vantant les effets de sa politique et l'efficacité des méga-prisons. Il soigne aussi son style vestimentaire et entretient son image de jeune dirigeant populaire : il est rare de l'apercevoir sans un t-shirt, un jean ou des lunettes de soleil. Dès le début de sa campagne présidentielle, l'homme politique salvadorien fait le choix de ne s'aligner ni à gauche ni à droite. Il fait partie de la Grande alliance pour l'unité nationale, créée en 2010. Il tranche ainsi entre les deux principaux partis présents au Salvador : l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA) et le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN). Élu brillamment en 2019 (avec 53% des voix au premier tour, à seulement 37 ans), le président mène une politique de réduction de la criminalité, n'hésitant pas, comme nous l'avons énoncé précédemment, à empiéter voire supprimer l'État de droit. Jean-Jacques Kourliandsky, dans une interview pour *l'IRIS* en 2023 avertit que « [...] la voie des urnes salvadoriennes [...] est de moins en moins carrossable, entre dos d'ânes et nids de poule antilibéraux à répétition ».

Paradoxalement, suite à la suppression des libertés fondamentales et à l'instauration des méthodes musclées de Bukele, le taux d'homicides a drastiquement réduit, devenant même le « plus bas de l'histoire du Salvador » d'après Gustavo Villatoro, ministre de la Justice et de la Sécurité (*Le Figaro*, 2023). La baisse est tout simplement spectaculaire.

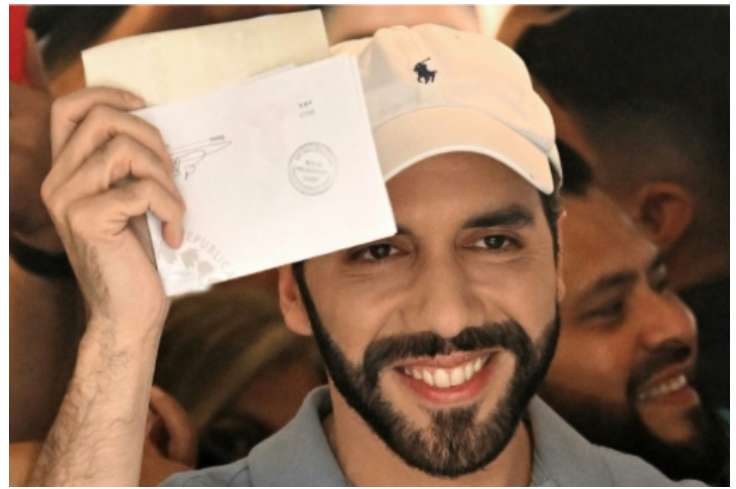


Image n°9 : Le président Nayib Bukele © *Courrier International*, 5 février 2024

Sa politique et sa gestion de la crise sont largement soutenues par la population, qui le réélit en février 2024, Bukele obtenant 82 % des voix. Alors qu'il était au pouvoir, le PIB a enregistré un taux de croissance de 3,5 % en 2023 (contre 2,8 % en 2022), permettant au président d'insister sur l'efficacité de sa politique anti-criminalité (*France 24*, 2024). Ainsi, les libertés fondamentales et le système d'équilibre des pouvoirs semblent moins importer que le sujet de l'insécurité aux yeux des Salvadoriens. Sur le continent, de nombreux dirigeants s'inspirent de la méthode Bukele. Javier Milei, président de l'Argentine, a par exemple invité le président salvadorien à collaborer sur les questions sécuritaires, bien que les problématiques soient complètement différentes. En effet, le taux d'homicide en Argentine étant extrêmement faible (c'est l'un des pays les plus sûrs d'Amérique latine selon *RFI*), la méthode employée serait sûrement plus modérée qu'au Salvador. Cependant, l'insécurité est présente et a été un point central de la campagne de Milei, qui devait présenter un plan de lutte contre le narcotrafic en 2024.

Bien que les observateurs internationaux, les organisations internationales et la cour interaméricaine des droits de l'Homme soient sérieusement alertés par la dégradation de l'État de droit et la dérive autoritaire du régime salvadorien, la population semble se satisfaire de cette méthode. C'est pourquoi la question du Salvador reste paradoxale et pousse de nombreux médias à s'interroger autant sur le plan juridique que politique. Comment la situation politique évoluera-t-elle au cours de ce deuxième mandat ? Quelles potentielles évolutions pour l'État de droit au cours des cinq prochaines années ? À l'heure actuelle, beaucoup de questions restent en suspens.

BIBLIOGRAPHIE

Articles de presse:

Bourdillon, Y. (2024, 5 février). Salvador : réélection triomphale du président qui a liquidé la criminalité. *Les Echos*.
<https://www.lesechos.fr/monde/ameriques/salvador-reelection-triomphe-du-president-qui-a-liquide-la-criminalite-2073928>

Chabaud, C. (2024, 6 septembre). Les tristes records du Salvador, pays le plus sécuritaire d'Amérique. *La Vie*.
<https://www.lavie.fr/actualite/geopolitique/les-tristes-records-du-salvador-pays-le-plus-securitaire-damerique-95998.php>

Courrier International.(2024, 3 septembre). Salvador : Nayib Bukele, le président autoritaire « le plus populaire au monde ».
https://www.courrierinternational.com/une/une-du-jour-salvador-nayib-bukele-le-president-le-plus-autoritaire-et-le-plus-populaire-au-monde_221707

Courrier International. (2024, 5 février). Nayib Bukele, le président qui aime être un dictateur "cool".
<https://www.courrierinternational.com/depeche/nayib-bukele-le-president-qui-aime-etre-un-dictateur-cool.afp.com.20240205.doc.34hl244.xml>

France 24.(2024, 1er juin). Salvador : Nayib Bukele, le « dictateur cool » aux pleins pouvoirs entame son second mandat.
<https://www.france24.com/fr/info-en-continu/20240601-salvador-un-nayib-bukele-aux-pleins-pouvoirs-entame-son-second-mandat>

France Culture. (2024, 6 février).Le Salvador entre dans « l'ère du parti unique » : le président Nayib Bukele consolide son pouvoir absolu. <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/la-revue-de-presse-internationale/la-revue-de-presse-internationale-emission-du-mardi-06-fevrier-2024-5235859>

Le Figaro. (2023, 5 janvier). Le Salvador enregistre le taux d'homicides le plus bas de son histoire en 2022.
<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/le-salvador-enregistre-le-taux-d-homicides-le-plus-bas-de-son-histoire-en-2022-20230105>

Le Figaro. (2022, 15 décembre). Salvador : prolongation de l'état d'urgence pour s'attaquer aux gangs.
<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/salvador-prolongation-de-l-etat-d-urgence-pour-s-attaquer-aux-gangs-20221215>

Le Monde. (2024, 10 février). Au Salvador, la large réélection du président Nayib Bukele officialisée.
https://www.lemonde.fr/international/article/2024/02/10/salvador-la-large-reelection-du-president-nayib-bukele-officialisee_6215804_3210.html

Le Monde. (2023, 1er décembre). Au Salvador, le président Nayib Bukele quitte son poste pour pouvoir préparer sa réélection en 2024. https://www.lemonde.fr/international/article/2023/12/01/au-salvador-le-president-nayib-bukele-quitte-son-poste-pour-pouvoir-preparer-sa-reelection-en-2024_6203315_3210.html

Le Monde. (2023, 15 juin). Torture et traitements inhumains, une pratique systématique dans les prisons du Salvador selon une ONG. https://www.lemonde.fr/international/article/2023/06/15/tortures-et-traitements-inhumains-une-pratique-systematique-dans-les-prisons-du-salvador-selon-une-ong_6177813_3210.html

Le Monde. (2022, 27 mars). Le Salvador déclare l'état d'urgence après 62 homicides en une journée attribués aux gangs. https://www.lemonde.fr/international/article/2022/03/27/le-salvador-declare-l-etat-d-urgence-apres-62-homicides-en-une-journee-attribues-aux-gangs_6119353_3210.html

Poujade, O. (2024, 1er février). Salvador : la méthode Bukele pour lutter contre les gangs pourrait bien assurer sa réélection. *Franceinfo*. https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/un-monde-d-avance/salvador-la-methode-bukele-pour-lutter-contre-les-gangs-pourrait-bien-assurer-sa-reelection_6334714.html

RFI. (2024, 13 novembre). Salvador : le président Bukele reconnaît que des innocents ont fait les frais de la guerre contre les gangs. <https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20241113-salvador-pr%C3%A9sident-bukele-reconna%C3%AAt-innocents-frais-de-la-guerre-contre-les-gangs>

RFI. (2022, 18 avril). Salvador : la population soutient Nayib Bukele. <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/journal-d-ha%C3%AAti-et-des-am%C3%A9riques/20220418-salvador-la-population-soutient-nayib-bukele>

Articles universitaires :

IRIS. (2023, 20 février) Salvador : Démocratie à la sauce Bukele? Interview de Jean-Jacques Kourliandsky. <https://www.iris-france.org/173992-salvador-democratie-a-la-sauce-bukele/>

Moallic, B. (2022) . État d'exception : que se passe-t-il au Salvador ? *Amérique latine*, 1(1), 143-157. <https://shs.cairn.info/revue-amerique-latine-2022-1-page-143?lang=fr>.

Sitographie :

Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, 1988 : <https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/body-principles-protection-all-persons-under-any-form-detention>

Taux d'homicides El Salvador | Sciences Po Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes. (s. d.). <https://www.sciencespo.fr/opalc/content/taux-dhomicides-el-salvador>



DOSSIER

CHUTE DU RÉGIME EN SYRIE

SOMMAIRE

18 INTRODUCTION

Anna Ginepro

19 LA DYNASTIE AL-ASSAD EN SYRIE, DE L'AVÈNEMENT À LA CHUTE

Quitterie Sécher

23 L'EXODE SYRIEN ET LA CHUTE DU RÉGIME AL-ASSAD : UN RETOUR AU PAYS POUR LES RÉFUGIÉS ?

Adèle Sellier

27 QUAND LA CHUTE DU RÉGIME SYRIEN RESTRUCTURE LES DYNAMIQUES GÉOPOLITIQUES RÉGIONALES

Emilie Sterna

31 CONCLUSION

Anna Ginepro



Introduction

RÉDIGÉE PAR ANNA GINEPRO

Le 8 décembre 2024 restera gravé comme une date majeure de l'histoire contemporaine syrienne : celle de la chute définitive du régime autoritaire de Bachar al-Assad. Ce basculement clôt une période de 54 ans de règne de la dynastie, instaurée en 1970 par Hafez al-Assad. Loin d'être une transition sans douleur, cet événement a cristallisé des espoirs mais aussi des incertitudes, tant pour les citoyens syriens que pour la communauté internationale.

Depuis les débuts sanglants de la guerre civile en 2011, le régime de Bachar al-Assad a maintenu sa domination au prix d'une répression brutale. Toutefois, sa chute a mis en lumière les fractures internes et les déséquilibres politiques et sociaux exacerbés sous son règne. La dynastie Al-Assad, initialement perçue comme un rempart de stabilité régionale, s'est finalement effondrée face aux pressions conjuguées d'acteurs nationaux et internationaux. À travers les célébrations spontanées - notamment à l'étranger comme à Vienne où des membres de la diaspora syrienne agitaient fièrement leur drapeau national - émergent de nouvelles interrogations : comment reconstruire un État brisé par des décennies de violence ? Quelles voies s'offrent aux millions de réfugiés dispersés à travers le monde ?

Ces incertitudes sont au cœur d'un questionnement pressant : la chute du régime syrien représente-t-elle un nouveau départ ou un risque de chaos prolongé ? Sur le plan géopolitique, cet événement redéfinit également les alliances stratégiques de la région. La perte de son principal allié dans le monde arabe constitue un incident difficile à gérer pour l'Iran, tandis que la Russie, jusque-là soutien majeur du régime, est confrontée à une réévaluation de ses ambitions au Moyen-Orient.

Ce dossier s'attache à analyser ces enjeux à travers trois perspectives complémentaires. Le premier article retrace l'histoire du régime Al-Assad et les circonstances ayant mené à sa chute, une transition cruciale après des décennies de pouvoir héréditaire. Le deuxième article examine la situation des réfugiés syriens, notamment les défis qu'impose leur retour potentiel dans un pays en reconstruction. Enfin, le troisième explore les dynamiques géopolitiques et diplomatiques, en analysant les répercussions de cette chute pour l'Iran et la Russie, ainsi que pour les équilibres internationaux. Ces analyses proposent une vue d'ensemble des défis et des opportunités d'un tournant historique pour la Syrie et son avenir.

LA DYNASTIE AL-ASSAD EN SYRIE, DE L'AVÈNEMENT À LA CHUTE

RÉDIGÉ PAR QUITTERIE SÉCHER



Image n°10 : Scène de célébration, des jeunes syriens écrasent la tête de Bachar al-Assad sur une affiche de propagande du régime à présent renversé.. © Mohammed Nammoor / AFP / Middle East Images

La fuite de Bachar al-Assad vers la Russie marque la fin de la dictature héréditaire des « Lions de Damas » en Syrie, établie depuis la révolution corrective de 1970. Afin de mieux comprendre le contexte précédant cette chute, il apparaît pertinent de revenir sur cette période de gouvernance des al-Assad.

On parle de république héréditaire car à la mort du dirigeant Hafez al-Assad, c'est son fils Bachar al-Assad qui lui a succédé. La même famille est donc restée au pouvoir de 1970 jusqu'à décembre 2024, soit 54 ans à la tête d'un pays où le mandat présidentiel n'est censé durer que sept ans. Le nom « al-Assad » est hérité du père d'Hafez, Ali Sulayman el-Wahhish, qui se faisait surnommer ainsi. Ce nom de famille signifiant littéralement « le lion » en arabe, a contribué à construire le culte de la personnalité voué aux al-Assad.

Se présentant comme les "Lions de Damas", ils ont alimenté ce culte par une propagande omniprésente notamment au travers de portraits géants et des statues disséminés dans toute la Syrie, rappelant ainsi les méthodes des régimes totalitaires.

Facilitée par l'absence d'opposition, la succession de Bachar à son père s'est faite de manière progressive. Bachar al-Assad a tout d'abord dirigé les forces armées avant d'être proclamé dirigeant du Baas, de son nom complet le Parti socialiste de la résurrection arabe, dont la doctrine combine le socialisme arabe et le nationalisme panarabe. Un amendement à la constitution ramenant l'âge d'éligibilité de 40 à 34 ans lui a ensuite permis d'accéder à la présidence de la République. En juillet 2000, il est élu par le peuple par référendum populaire avec 97,2 % des voix.

LA FIGURE DE BACHAR AL-ASSAD : UNE DÉSILLUSION

Malgré l'association inévitable du père et du fils, il est important de soulever certaines nuances entre les régimes de Hafez et de Bachar al-Assad. En effet, tandis que Hafez al-Assad est arrivé soudainement au pouvoir par un coup d'État en 1970 et a toujours attisé la méfiance des Occidentaux, Bachar, lui, s'est montré plus prudent pour faire oublier à l'Occident le souvenir de son père. À ses débuts en tant que chef politique syrien, il est même invité par Nicolas Sarkozy sur les Champs-Élysées le 14 juillet 2008 pour la fête nationale française.

Bien qu'il ait gouverné pendant près de 24 ans, l'ancien président syrien n'était pas pressenti pour succéder à son père. Il s'était initialement tourné vers l'ophtalmologie après avoir étudié au Royaume-Uni. Le décès soudain de son frère aîné Bassel al-Assad dans un accident de voiture le projettera finalement à la tête de l'État. Frank Gardner, correspondant de la *BBC* pour les questions de sécurité explique : « À l'instar d'autres jeunes dirigeants arabes qui ont pris le pouvoir la même année - le roi Abdallah II en Jordanie et le roi Mohammed VI au Maroc - Bachar était considéré comme un modernisateur désireux de faire entrer la Syrie dans l'ère numérique » (*BBC*, 2024). De fait, les attentes occidentales vis-à-vis de Bachar al-Assad étaient grandes, après une période qui fut particulièrement meurtrière sous le règne d'Hafez.

Trois événements ont contribué à la désillusion occidentale. Le premier fut le refus du dirigeant syrien de partager la condamnation de tous les groupes terroristes initiée par le Premier ministre britannique Tony Blair en 2001, suite aux attentats du 11 septembre. La réputation de Bachar al-Assad est remise en cause une nouvelle fois en 2005, lorsqu'il est suspecté d'être à l'origine de l'assassinat de l'ex-président du Conseil des ministres libanais Rafiq Hariri, en collaboration avec le Hezbollah. L'assassinat renforce l'opposition anti-syrienne et déclenche la révolution du Cèdre au Liban, ce qui force la Syrie à retirer ses troupes du pays. Enfin, la répression du soulèvement populaire à Deraa, influencé par le Printemps arabe, et la guerre civile que celle-ci provoque, finit d'entacher son image aux yeux de l'Occident.

L'utilisation d'une arme chimique (le gaz sarin) en août 2013 dans les faubourgs de Damas contre l'Armée syrienne libre, principale force opposée au régime, expose la dangerosité de Bachar Al-Assad au reste du monde.

DE L'AVÈNEMENT À LA CHUTE DU PARTI BAAS

Les al-Assad ayant été à la tête du parti depuis 1970, l'histoire de leur dynastie est très liée à celle du parti Baas syrien. Né en Syrie, le parti Baas s'est d'abord imposé dans la région via sa branche irakienne, puis a réussi à consolider et à maintenir son pouvoir en Syrie en réprimant ses opposants politiques et plus globalement toute hostilité au régime.

Les baasistes étaient arrivés au pouvoir grâce au coup d'État de 1963 qui a renversé le gouvernement de Nazem Koudsi, inspiré notamment par le succès de la branche irakienne. Le parti connaît cependant des conflits internes suite à l'échec de la tentative d'union de l'Égypte et de la Syrie dans la République arabe unie (RAU), en septembre 1961. Cela mène à un putsch interne en février 1966 qui donne lieu à l'exil vers l'Irak des nationalistes fondateurs du parti : Michel Aflak et Salah al-Din al Bitar, respectivement chrétien orthodoxe et musulman sunnite. Ce sont les régionalistes, dits « la jeune garde » en référence au contraste avec l'ancienne génération, qui prennent alors le contrôle du parti. Les figures notoires sont Nur al-Din al-Atasi, Hafez al-Assad et Salah Djadid. Ce coup a marqué une radicalisation du régime et une rupture avec la branche irakienne du Baas. En effet, bien qu'elles proviennent du même parti, les branches syriennes et irakiennes du Baas étaient opposées. Cela est dû au fait que Hafez el-Assad ait soutenu l'Iran lors de la guerre avec l'Irak, ainsi que la coalition internationale lors de la guerre du Golfe contre Saddam Hussein, dirigeant irakien. Leurs divergences sont aussi et surtout religieuses : les deux dirigeants sont de confession opposée, la famille Assad est alaouite (branche du chiisme) et Saddam Hussein est sunnite.

L'ordre établi par le coup d'État de 1963 est perturbé par les affrontements de septembre 1970 entre l'armée jordanienne et les forces palestiniennes, appelé Septembre noir. À cette période, Hafez al-Assad est général de l'armée et ministre de la Défense en Syrie.

Il refuse d'impliquer l'armée de l'air syrienne, comme le souhaite Salah Djadid, chef du gouvernement jusqu'à 1966, pour intervenir en soutien à la Palestine, à la suite de quoi il prend arbitrairement le contrôle de l'État lors de la révolution corrective de 1970. Il établit une nouvelle constitution qui instaure une République baasiste, s'octroie des pouvoirs exorbitants et devient le « guide du destin » du peuple syrien.

Cette rétrospective de l'avènement de la dynastie Assad permet de se rendre compte de l'élargissement progressif de l'influence de Hafez dans la vie politique syrienne. Le renversement du régime signifie donc le départ du parti qui a gouverné la Syrie depuis plus d'une soixantaine d'années. Sur la scène régionale, cet événement signe également la chute générale du parti, puisque sa branche irakienne a été renversée par une coalition militaire dirigée par les américains au printemps 2003.

TYPOLOGIE ET HÉRITAGE DES OPPOSITION AU RÉGIME

Au vu de la répression et du manque de considération pour les principes démocratiques, comme le pluralisme politique ou les droits de l'Homme, la période de gouvernance de Hafez et Bachar al-Assad a rencontré de nombreuses oppositions, aussi bien internes qu'externes. En effet, qu'elles soient populaires, politiques, voire diplomatiques à l'échelle internationale, les oppositions au régime sont légion.

Concernant l'opposition politique, elle a rapidement été muselée dû à l'emprise exercée par l'exécutif sur le Parlement et la condamnation des partis divergents. La réélection de Bachar avec 97,62 % des voix aux élections de 2007 et l'emprisonnement des signataires de la « Déclaration de Damas pour le Changement national démocratique » illustrent bien cette dynamique. Concernant l'opposition populaire, de nombreuses manifestations eurent lieu lors des Printemps arabes notamment, mais n'ont pas abouti à des changements notoires. La divergence confessionnelle due au schisme de l'islam est l'une des principales sources d'opposition à la dynastie. La famille à la tête de l'État est de confession alaouite, une branche du chiisme qui ne représente que 12% de la population.

Cela explique la non-approbation voire la contestation des groupes sunnites comme les Frères Musulmans ou encore *Al-Qaïda*. Le problème serait donc principalement un problème de représentation. En 1980, l'organisation des Frères musulmans organise une tentative d'assassinat sur Hafez al-Assad, suite à quoi la confrérie est interdite en Syrie. Tout membre arrêté est alors passible de la peine de mort. L'opposition de la confrérie vis-à-vis du régime se maintient puis s'exacerbe avec l'intervention syrienne au Liban, qui vient en aide aux milices chrétiennes qui se battent contre des milices musulmanes. Les relations se dégèlent un peu avec la décision de Hafez al-Assad de mettre fin à l'exil de l'un des dirigeants des Frères musulmans, le cheikh Abdel Fattah Abu Ghadda. Ce dernier rentre en Syrie fin 1995, après quinze ans d'exil en Jordanie.

Sous Bachar, cette fois, c'est une autre organisation islamiste sunnite qui s'oppose au régime : *Al-Qaïda*, notamment sa branche syrienne HTC liée au récent renversement de Bachar Al-Assad par le coup d'État du 8 décembre 2024. Malgré la position favorable de la Syrie vis-à-vis de ce groupe djihadiste lors de l'intervention américaine de 2003 en Irak, leur relation s'est détériorée avec l'émergence de l'État islamique. Pendant la guerre civile syrienne qui fait plus de 500 000 morts, *Al-Qaïda* se confronte au régime d'Assad à travers sa branche locale, le Front *al-Nosra*. Le groupe est responsable de la destruction de patrimoine assyrien, comme à Palmyre. L'objectif revendiqué était de renverser le régime de Bachar al-Assad afin d'instaurer en Syrie un califat régi par la charia. Visant à se rapprocher d'autres groupes rebelles syriens et à devenir un mouvement proprement syrien et normalisé, cette branche s'éloigne d'*Al-Qaïda*. Le 28 juillet 2016, le Front *al-Nosra* change de nom et devient le Front *Fatah al-Cham* pour ensuite fusionner avec d'autres groupes rebelles et devenir début 2017, le *Hayat Tahrir al-Cham* (HTC), actuellement à la tête du pays.

Ce sont précisément ces liens avec le terrorisme et *Al-Qaïda* qui inquiètent les Syriens ainsi que la scène politique internationale quant aux intentions futures de HTC, malgré ses récents efforts de normalisation pour se présenter comme une force nationaliste modérée.

UN RENVERSEMENT POSSIBLE ?

Cependant, fort est de constater que la Syrie de Bachar al-Assad était en rapprochement avec les pays de la région membres de la Ligue Arabe. Après douze ans d'exclusion en raison de la répression cruelle du Printemps arabe, la Syrie avait été réintégrée en 2023, ce qui semblait marquer un début de normalisation. Cette réintégration ne faisait pas l'unanimité comme l'explique Jean Paul Ghoneim, chercheur associé à l'*IRIS* spécialiste des pays du Golfe : « Des pays arabes y étaient favorables (Émirats arabes unis, Irak, Liban et Sultanat d'Oman), d'autres étaient réticents comme l'Égypte à qui l'on a forcé la main et qui ont donné leur accord du bout des lèvres, contraints et forcés par la situation économique de leur pays. D'autres pays y étaient nettement opposés comme le Qatar et le Koweït, dont les voix dissonantes ont été noyées dans la procédure de consensus adoptée pour prendre cette décision. » (*IRIS*, 2023).

Malgré cela, la chute du régime n'est pas une surprise au vu du contexte considéré favorable. L'éradication seulement partielle des rebelles anti-régime à la « fin » de la guerre civile leur a permis de refaire surface en novembre 2024. Leur position s'est renforcée avec la prise de villes telles qu'Alep, Hama et pour finir Damas. Aussi, le contexte international a changé, ce qui a affaibli ses soutiens russe, iranien et libanais (Hezbollah). L'avancée des rebelles a également été facilitée par la faiblesse de l'armée et le refus des jeunes syriens de se mobiliser. Les pressions turques au sujet du retour des réfugiés ont pu aussi jouer un moindre rôle. La Turquie s'intéresse notamment à la question kurde, s'opposant à la formation d'une région autonome en Syrie. Ainsi, les événements sont le résultat d'une multitude de facteurs.

CONCLUSION

Il est encore trop tôt pour déterminer si la prise du pouvoir par Abou Mohammed al-Jolani est une bonne nouvelle pour la Syrie ou non. Que ce soit Hafez ou Bachar al-Assad, les deux ont été à l'origine d'actions répressives témoignant de leur absence de considération pour l'opinion publique syrienne.

On peut notamment évoquer les massacres de Hama, qui a fait 10 000 victimes en 1982, et de Deraa qui fait au moins 278 morts selon Human Rights Watch, voire 450 selon des experts de l'ONU. Il est encore trop tôt pour déterminer si la prise du pouvoir par Abou Mohammed al-Jolani est une bonne nouvelle pour la Syrie ou non. Que ce soit Hafez ou Bachar al-Assad, les deux ont été à l'origine d'actions répressives témoignant de leur absence de considération pour l'opinion publique syrienne. On peut notamment évoquer les massacres de Hama, qui a fait 10 000 victimes en 1982, et de Deraa qui fait au moins 278 morts selon *Human Rights Watch*, voire 450 selon des experts de l'ONU.

L'un des autres symboles de cette répression est la prison de Saydnaya, près de Damas, découverte à la chute du régime. Par ailleurs, le caractère arbitraire de la dynastie al-Assad s'illustre par le fait que la loi martiale soit entrée en vigueur dans le pays à partir de 1963, et qu'elle ait été retirée uniquement dans le cadre des soulèvements du printemps de Damas, dans les années 2000. Un autre élément marquant de la présidence de Bachar al-Assad fut la crise migratoire déclenchée en 2011 par la guerre civile, provoquant le départ de 6 millions de réfugiés syriens accueillis pour la plupart en Turquie et au Liban. La chute d'un tel régime semble donc positive, cependant, il est incertain que la mutation du régime à venir garantisse une issue meilleure.

Une chose est sûre pour le moment, le renversement du régime a provoqué le départ des alaouites du pouvoir, laissant la place à des dirigeants de confession sunnite. Sur le plan territorial, l'armée israélienne va certainement reprendre le contrôle de la zone tampon entre le Golan et la Syrie, qui était jusqu'ici sous contrôle syrien. La chute du régime marque la fin de l'accord de désengagement israélo-syrien daté de 1974, qui établissait une zone démilitarisée. Considérant cela, les changements politiques à l'œuvre en Syrie, bien qu'ils assurent une rupture, ne présagent rien de bon quant à l'avenir du pays.

L'EXODE SYRIEN ET LA CHUTE DU RÉGIME AL-ASSAD : UN RETOUR AU PAYS POUR LES RÉFUGIÉS ?

RÉDIGÉ PAR ADÈLE SELLIER



Image n°11 : Des membres de la communauté syrienne agitent des drapeaux syriens le 8 décembre 2024 devant le bâtiment du parlement à Vienne (Autriche), alors qu'ils célèbrent la fin du régime du dictateur Bachar al-Assad. © Max Slovencik / APA / AFP

La chute du régime des Al-Assad provoquée par les forces rebelles islamistes en Syrie le 8 décembre 2024 a suscité des questionnements quant à « la possibilité d'un meilleur avenir pour les Syriens », déclarait Haid Haid, chercheur associé au *Royal Institute of International Affairs*. Et la question se pose particulièrement pour les réfugiés syriens. Depuis le début de la guerre civile, plus de 12 millions de personnes ont été déplacées, et 7 millions ont fui le pays selon *Oxfam International*. Stéphane Dujarric, porte-parole du Secrétaire général de l'ONU, rappelle dans son discours du 9 décembre 2024 que « les Syriens qui souhaitent rentrer chez eux doivent le faire volontairement, librement et en toute dignité ». En effet, la guerre civile a eu pour conséquence le déplacement de plusieurs millions de personnes, qui ont trouvé refuge principalement dans les pays voisins de la Syrie - comme le Liban et la Turquie -, mais aussi en Europe.

Certains pays comme l'Allemagne, la France, la Belgique ou encore la Grèce ont suspendu l'examen des demandes d'asile en provenance de Syrie. La Turquie, quant à elle, souhaite réguler le flux de réfugiés tentant de retourner dans leur pays grâce à six postes-frontières. Pourtant, les incertitudes quant à la stabilité du pays persistent et sont loin d'être réglées. La question du retour des réfugiés est donc au cœur des préoccupations et pose plusieurs défis auxquels le gouvernement va devoir répondre.

Ainsi, quelles sont les origines, la nature et les enjeux actuels de la crise migratoire syrienne qui dure depuis 2011, notamment en ce qui concerne le retour potentiel des réfugiés ?

LES CAUSES DES MIGRATIONS SYRIENNES

L'exode syrien a connu plusieurs vagues successives depuis 2011. En effet, les Printemps arabes n'ont pas épargné la Syrie, et provoquent des manifestations pro-démocratie dans le sud du pays. L'État syrien connaissait déjà des revendications fortes sur la corruption, le chômage élevé et le manque de liberté politique. Néanmoins, depuis 2011, la répression intense du gouvernement et l'implication d'organisations djihadistes extrémistes comme Daech, a renforcé la violence et l'impact du conflit sur les populations. Cette insécurité persistante, marquée par des bombardements aériens, des offensives et affrontements militaires, a provoqué la migration de millions de Syriens. Entre 2014 et 2016, plus de 4 000 frappes aériennes menées par la coalition Al-Assad ont détruit de nombreuses infrastructures (hôpitaux et écoles) et habitations. Selon l'UNHCR, plus de 95% de la population syrienne vivait alors sous le seuil de pauvreté. À cela s'ajoute une crise économique sans précédent, des pénuries de nourriture, d'électricité, d'eau et de médicaments. Dès lors, une émigration était devenue inévitable.

LE FLUX MIGRATOIRES SYRIENS EN CHIFFRES

Plus de 4 millions de réfugiés syriens

Sur 22 millions d'habitants en Syrie

● Nombre de réfugiés ■ Zones de conflits et de déplacements

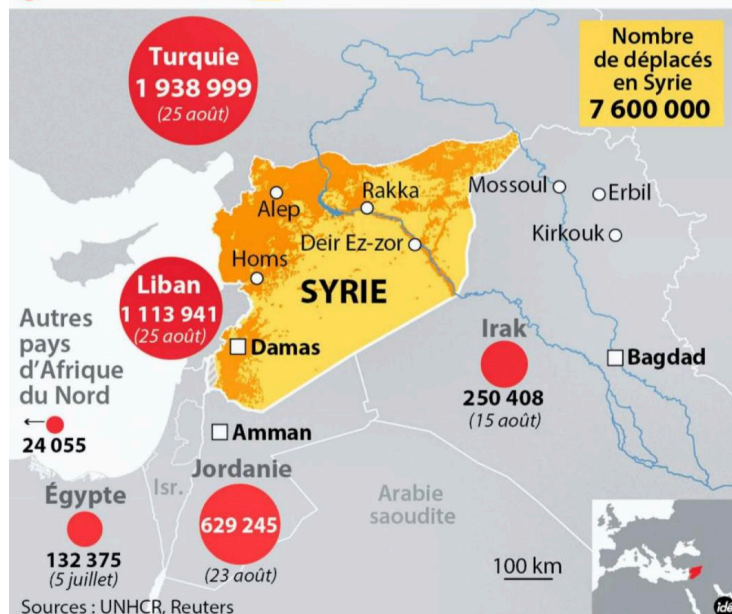


Figure n°3 : Carte montrant la présence des déplacés syriens dans la région © Philippe Idé, *Le Point*

Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés confirme que plus de 13 millions de personnes ont été déracinées par la guerre, provoquant une crise migratoire reconnue comme la plus massive de l'histoire récente. Datant de 2015, les chiffres montrent que ce sont les pays limitrophes qui ont accueilli le plus de réfugiés. Parmi eux, la Turquie est en première ligne. Selon le ministre turc de l'Intérieur Ali Yerlikaya, le pays héberge environ 2,92 millions de Syriens depuis 2011. Pour pallier cet afflux massif, Ankara a fait construire 25 camps qui accueillent autour de 15 % des réfugiés syriens en Turquie. Le Liban, la Jordanie et l'Irak accueillent respectivement 1,2 million, 650 000 et plus de 249 000 réfugiés syriens. Selon *Amnesty International*, l'Europe reçoit également un grand nombre de demandes d'asile. L'Allemagne en accueillerait le plus grand nombre (entre 800 000 et 1,2 million). Les pays de l'Union européenne ont approuvé plus de 51 000 demandes d'asile de ressortissants syriens en 2023, faisant des Syriens la nationalité la plus importante à bénéficier d'un statut de protection en Europe.

Asylum seekers granted protected status in the EU in 2023

By citizenship

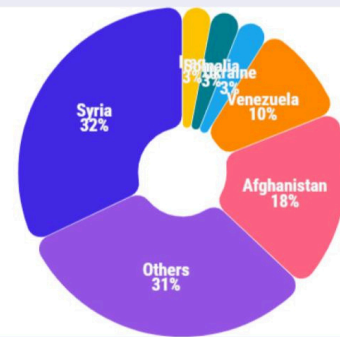


Figure n°4 : Graphique des demandeurs d'asile bénéficiant d'un statut de protection dans l'UE en 2023 © Alessio Dell'Anna et Mert Can Yilmaz, le 12 décembre 2024 *Euronews*

RÉFUGIÉS SYRIENS ET PAYS D'ACCUEIL : UNE INTÉGRATION COMPLIQUÉE ?

Le rôle majeur joué par la Turquie dans l'accueil des réfugiés n'est pas synonyme d'une politique d'intégration. En effet, Ankara a longuement discuté le statut des réfugiés qui ont conservé celui « d'invités » et de « résidents temporaires ». La question s'est effectivement posée après des années de résidence dans le pays pour les Syriens cherchant à s'intégrer.

Erdogan avait évoqué la possibilité de l'acquisition de la citoyenneté turque à « certains individus ou groupes » lors d'un discours en 2016 au vu des élections législatives de 2019. Le sentiment anti-syrien qui émane de la population turque rend toutefois l'intégration compliquée pour les réfugiés, qui sont mêlés malgré eux aux centres urbains pour une grande majorité. D'après le gouvernement turc, l'afflux massif de réfugiés a fortement impacté les infrastructures économiques et sociales du pays, comme l'agriculture et le secteur du bâtiment qui bénéficient d'une nouvelle main-d'œuvre au détriment des populations locales. Les organisations humanitaires turques, qui ont permis l'intégration d'enfants syriens réfugiés dans le système scolaire, sont accusées d'utiliser cet engagement comme moyen de pression sur l'Union européenne pour obtenir des financements ou des concessions politiques. La légalité de leur statut de réfugié pose également problème dans d'autres pays de la région comme au Liban ou en Jordanie. Au Liban, les démarches de renouvellement de permis de résidence sont entravées par des refus récurrents, repoussant la possibilité d'un permis de résidence permanent. Ce refoulement, qui constitue une violation du droit international humanitaire, se manifeste notamment par la destruction des habitats en dur dans les camps de fortune. S'ajoute à cela une précarité extrême : 70 % des réfugiés syriens au Liban vivaient sous le seuil de pauvreté en 2015 selon World Vision France. Tout cela, sous le poids d'une opinion publique défavorable à la présence de la communauté syrienne.

De plus, l'accès aux services de base comme les soins médicaux et l'éducation est souvent insuffisant. La dépendance de ces populations à l'aide humanitaire ne leur permet pas d'être autonomes et de profiter d'un cadre de vie stable. L'exemple du camp de réfugiés de Zaatari en Jordanie est édifiant. Le camp installé en 2012 est un symbole de la crise prolongée des réfugiés syriens et de leur statut précaire dans la région. Abritant un peu plus de 80 000 personnes à ce jour, Zaatari est le plus grand camp de réfugiés du Moyen-Orient selon l'UNHCR. Les tentes présentes depuis 2012 ont été remplacées en 2013 par des mobil-homes, un marché animé de 1 800 boutiques a été installé au centre du camp, et une centrale solaire y a vu le jour en 2017. Ce qui devait être au départ un lieu de passage se transforme peu à peu en un grand centre urbain permanent.



Image n°12 : Le camp de Zaatari, ouvert en juillet 2012 en Jordanie, rassemble quelque 80 000 réfugiés syriens. © AFP

LA RÉPONSE INTERNATIONALE POUR LES RÉFUGIÉS SYRIENS : FINANCEMENTS ET RELOCALISATION

Le rôle de certaines organisations internationales des Nations Unies comme le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'UNICEF est essentiel à la gestion de l'aide humanitaire, parfois trop complexe pour être assurée par les pays d'accueil. L'UNHCR joue un rôle de coordinateur des efforts internationaux en pilotant une plateforme stratégique réunissant plus de 270 partenaires humanitaires. Baptisé Plan Régional pour les Réfugiés et la Résilience (3RP), elle vise à aider les gouvernements à faire face aux conséquences des migrations syriennes dans leurs pays. Néanmoins, ces organisations nécessitent des contributeurs financiers importants pour parvenir à leurs missions. Pour l'année 2024, le 3RP estimait que 4,9 milliards de dollars étaient nécessaires pour répondre aux besoins immédiats des populations vulnérables dans les pays d'accueil. En 2023, la Commission européenne a indiqué vouloir fournir une somme de 5,6 milliards d'euros qu'elle prendrait en charge à 55 %, les 45 % restants provenant de différents États membres de l'Union européenne. Cet argent est destiné aux pays voisins de la Syrie accueillant le plus de réfugiés comme la Turquie, la Jordanie et le Liban. Par ailleurs, les États-Unis, l'Allemagne et le Royaume-Uni assistent l'UNHCR et d'autres organisations par des financements directs.

Les initiatives de réinstallation et de relocalisation des réfugiés syriens ont aussi été nombreuses. Certains programmes ont été mis en place comme le programme ARISE lancé en 2016 par la France, qui visait à accueillir 10 000 réfugiés en provenance de Turquie, du Liban et de la Jordanie. En 2023, le Forum Réfugiés estime avoir accompagné 318 réfugiés réinstallés en France. Le Canada a également accueilli plus de 73 000 réfugiés syriens depuis 2015, dans le cadre de son programme *Refugees Welcome*. D'autres relocalisations ont été effectuées mais plutôt de manière intra-régionale, comme en Jordanie où des zones économiques spéciales ont été développées afin d'employer des réfugiés tout en bénéficiant d'exemptions tarifaires européennes. Cependant, malgré les efforts, les besoins sont largement supérieurs par rapport à l'aide apportée. Seulement une maigre part des millions de réfugiés ont bénéficié de tels programmes, et la grande majorité continue de vivre dans des conditions très précaires.

QUEL AVENIR POUR LES RÉFUGIÉS EN SYRIE ?

Le 8 décembre 2024, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) annonçait le retour en Syrie de plus de 125 000 réfugiés dans leur pays natal dont 35 000 proviendraient de la Turquie. En effet, les autorités turques attestent d'une capacité de traitement des émigrants à la frontière syrienne de 19 000 personnes par jour. Cependant, comme le souligne le représentant en Syrie du HCR, Gonzalo Vargas Llosa, la nécessité d'un rétablissement et d'une reconstruction rapide de la société syrienne est nécessaire voire indispensable pour les accueillir. Cet afflux reflète, tout de même, une volonté des réfugiés de retourner chez eux malgré les difficiles conditions d'accueil. Dans le nord-ouest de la Syrie, 2 millions de personnes vivent dans des camps et des sites informels. Les défis de cette reconstruction sont étroitement liés au retour des réfugiés sur le territoire. Pour citer un exemple, le Fond humanitaire transfrontalier pour la Syrie (SCHF), qui visait à l'origine à la construction d'abris de qualité dans les camps, doit maintenant pallier une réhabilitation croissante des logements pour ces mêmes bénéficiaires en Syrie. Cette longue transition qui va s'opérer suite à la chute du gouvernement de Bachar Al-Assad entraîne naturellement un questionnement sur le budget et les aides à attribuer à une telle réhabilitation.

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) appelle à une levée de fonds de plus de 73 millions de dollars d'aide humanitaire pour des services d'urgence en eau et assainissement par exemple. Dès 2018, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) partageait un communiqué dans lequel il établissait des conditions nécessaires au retour durable de centaines de milliers de réfugiés syriens, comme la garantie de pouvoir les accueillir dans des conditions dignes et sûres. Ainsi, leur retour doit être intégré à une solution durable, c'est-à-dire sur la base d'informations fiables, et non de manière précipitée, sans préparation en amont. Cependant, à l'heure actuelle, l'Organisation des Nations Unies confirme que la situation politique et humanitaire du pays reste instable. Daech est toujours présent dans le pays, et le « manque de transparence sur le calendrier, le cadre et les objectifs » des nouvelles autorités syriennes entrave la perspective d'un retour au pays pour des milliers de réfugiés.

LE BASCULEMENT SYRIEN : QUAND LA CHUTE D'UN RÉGIME RESTRUCTURE LES DYNAMIQUES GÉOPOLITIQUES RÉGIONALES

RÉDIGÉ PAR ÉMILIE STERNA

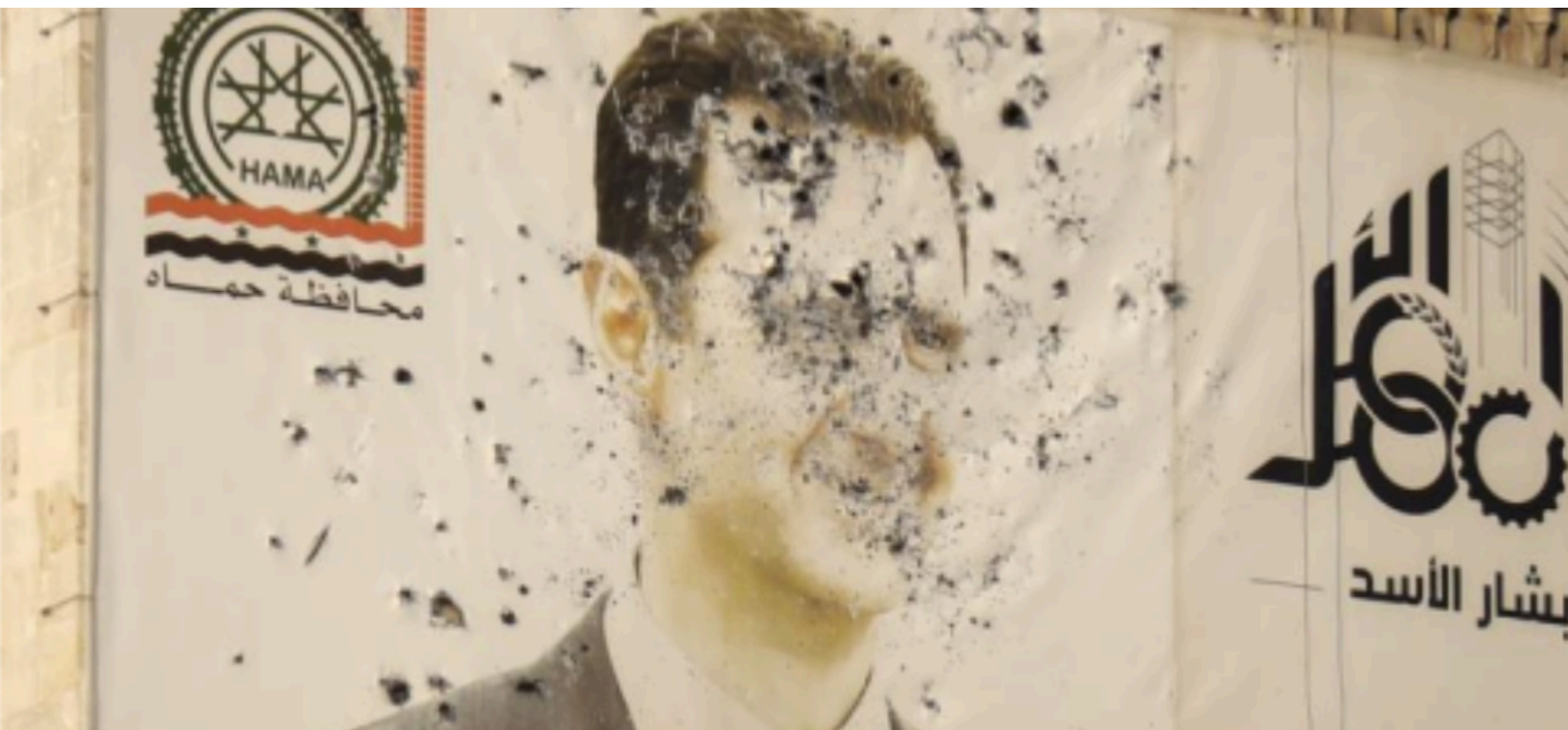


Image n°13 : Une image du président syrien Bachar al-Assad criblée de balles est visible sur la façade du bureau du gouvernement provincial, à la suite de la prise de contrôle de Hama par l'opposition, vendredi 6 décembre 2024. © AP Photo / Omar Albam (TV5 monde)

Le régime de Bachar al-Assad en Syrie s'achève le 8 décembre 2024, marquant la fin de 24 années de règne autoritaire. Cet écroulement du pouvoir met aussi un terme à la guerre civile syrienne qui durait depuis mars 2011, soit presque 14 années de conflit. Cet événement historique n'est pas sans conséquences et engendre des répercussions majeures, tant pour les alliés du régime que pour ses opposants. En effet, ce bouleversement politique redessine les dynamiques géopolitiques au sein de la région du Moyen-Orient et sur le plan international. Cela affecte directement les intérêts et les influences des acteurs majeurs de la région comme l'Iran ou encore la Russie, alliés du régime syrien. Dès lors, plusieurs questions restent en suspens : La perte de cet allié doit-elle être considérée comme une menace pour l'Iran et pour sa stratégie régionale « d'axe de la résistance » ? L'incapacité russe à intervenir lors de l'effondrement du régime syrien et le risque de perdre ses bases militaires dans la région ne témoignent-ils pas d'une perte d'influence pour Moscou ?

QUEL EST L'IMPACT SUR L'IRAN ET « L'AXE DE LA RÉSISTANCE » ?



Figure n°5 : Qu'est-ce que l' « axe de la résistance » promu par l'Iran face à Israël et aux États-Unis ? © Le Monde

L'Iran est l'un des acteurs principaux de « l'axe de la résistance ». Ce dernier est une alliance politique et militaire implantée au Moyen-Orient composée de l'Iran, mais aussi de groupes armés pro-iraniens tels que :

le Hezbollah au Liban, le Hamas et le djihad islamique palestiniens à Gaza et en Cisjordanie, les milices chiites en Irak, les Houthis au Yémen, ainsi que de la Syrie avant la chute récente du régime de Bachar al-Assad. Cette organisation a pour but de contrer l'influence d'Israël et donc des États-Unis dans la région, par le fait d' « instaurer un climat d'instabilité politico sécuritaire en Israël et sur ses frontières et [de] lui imposer un blocus économique informel croissant, [pour] provoquer à terme une émigration des populations israéliennes » (Leroy, 2024). En perdant la Syrie en tant que seul allié étatique, l'Iran perd un maillon essentiel de sa stratégie d'influence au Moyen-Orient, déjà très affaiblie à cause des frappes israéliennes ayant touché le Hezbollah. L'Iran perd donc un canal de transit crucial pour fournir l'aide logistique nécessaire au « Parti de Dieu » afin qu'il puisse se reconstruire au Liban. Cette perte constitue une défaite importante pour l'axe mais ne signe pas pour autant sa fin, puisqu'il est toujours constitué d'au moins cinq groupes armés non étatiques et de l'Iran. Par ailleurs, ce bouleversement politique renforce encore plus l'isolement diplomatique de Téhéran, déjà visé par les pays occidentaux dont les relations avec les pays occidentaux ne cessent de se dégrader.

La République islamique d'Iran se trouve également dans une position défavorable sur le plan financier depuis la fin du régime. En effet, elle a assumé d'importants coûts humains et financiers pour soutenir militairement Bachar al-Assad. L'Iran soutenait de manière pérenne le régime par l'envoi de conseillers, de *Pasdarans* (gardiens de la révolution islamique) ou encore de milices chiites pro-iraniennes pour combattre en Syrie. Ses pertes s'élèveraient à environ 5000 hommes. Téhéran a également soutenu le régime par le biais de livraisons d'armes, de subventions sur le pétrole livré à la Syrie, ainsi que par le paiement des milices présentes sur place. Selon le chercheur de l'*IRIS* Thierry Coville, cela représenterait un montant estimé entre 50 et 60 milliards de dollars américains. Il est important de noter que ce soutien financier a vivement été critiqué par la population iranienne, qui connaît une forte crise économique depuis déjà plusieurs années.

Suite à la chute de Bachar al-Assad, le régime de Téhéran a fait une déclaration officielle dans laquelle il continue de justifier sa présence militaire en Syrie ...

... comme étant nécessaire pour protéger le pays contre des groupes terroristes tels que l'État islamique (EI), malgré le mécontentement persistant de la population. Le régime iranien avait en outre utilisé le même motif pour expliquer son intervention en 2011 dans la guerre civile syrienne. Suivant cette logique, l'Iran accuse directement les États-Unis et Israël d'avoir comploté pour faire tomber le gouvernement syrien. Au niveau interne, les tensions entre les radicaux et les modérés pourraient s'accroître. Cela fut déjà le cas en 2018 où le ministre des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif avait démissionné après avoir découvert que Bachar al-Assad avait été convié en Iran par Qassem Soleimani, le leader de la force *Al-Qods*, sans qu'il en ait été informé (Coville, 2024).

À ce stade, les relations entre l'Iran et la Syrie - maintenant occupée par les forces armées rebelles Hayat Tahrir al-Sham (HTS) - évoluent dans un nouveau contexte. Téhéran a déjà établi des contacts avec le groupe rebelle HTS, notamment pour protéger des sites religieux chiites en Syrie et éviter une attaque de l'ambassade iranienne à Damas, capitale de la Syrie. Auparavant, les relations entre l'Iran et HTS étaient assez complexes, car la République islamique d'Iran les qualifiait de groupe terroriste. Cependant, la télévision publique iranienne, depuis le début des attaques des rebelles syriens en novembre 2024, a progressivement modifié la manière de les nommer en passant du terme « terroriste » à « groupes armés ». Cela montre la volonté de Téhéran de proposer un dialogue national afin d'aider la Syrie à former un gouvernement plus inclusif. Cette démarche a aussi pour objectif de limiter l'influence régionale de l'Arabie Saoudite et de la Turquie, qui se trouvent maintenant en position de force depuis que le régime syrien est tombé. Malgré les tentatives de négociation, les tensions entre l'Iran et HTS persistent comme en témoigne l'assaut contre l'ambassade iranienne le 8 décembre 2024 (Coville, 2024).

QUELLES RÉPERCUSSIONS POUR LA RUSSIE ?

Le bouleversement des dynamiques de pouvoir en Syrie se répercute fortement sur la Russie. Tout d'abord, il est important de noter que le dictateur Bachar al-Assad s'est réfugié en Russie.



Image n°14 : Sur cette photo prise en 2022 et publiée par le ministère russe de la Défense, un Mig armé de missiles hypersoniques Kinzhal sur la base militaire de Hmeimim. © SPUTNIK / SIPA Le Point, 10 décembre 2024

Cela n'a rien de surprenant étant donné qu'al-Assad est un allié du régime russe, ayant même laissé Moscou établir des bases militaires sur son territoire. Pendant des dizaines d'années, la Russie a soutenu ce pouvoir aussi bien militairement que politiquement. La chute du régime syrien est donc considérée comme un véritable échec pour le régime de Poutine. Elle est même qualifiée d' « échec syrien » dans les médias russes proches du gouvernement, car celle-ci perd un allié de poids pour son influence au Moyen-Orient. Pour pallier cela, la Russie va alors devoir s'appuyer sur ses relations avec la Turquie, les Émirats arabes unis et l'Égypte. Par ailleurs, Moscou qui avait aidé militairement la Syrie durant la guerre civile, fin septembre 2015, s'était vu attribuer deux bases militaires pour un bail de 49 ans par le régime de Bachar al-Assad : la base aérienne de Hmeimim et la base navale de Tartous. En 2017, un accord avait été signé pour garantir à la Russie l'utilisation de ces bases jusqu'en 2066, avec pour objectif de lutter contre les terroristes et l'État islamique (EI). Or, la fin de la dictature syrienne met en péril cet accord, et de facto les bases militaires russes. Ces deux bases sont pourtant d'une importance capitale pour la Russie. D'une part, la base navale de Tartous lui permet d'avoir un accès stratégique à la mer Méditerranée par l'Est.

D'autre part, la base aérienne de Hmeimim lui sert de plateforme stratégique pour mener des opérations contre les rebelles syriens et appuyer les activités des mercenaires russes en Libye, en République centrafricaine ou encore au Soudan. Selon des estimations de BBC News Afrique, le personnel militaire russe dans ces bases s'élèverait à environ 7 500 hommes, où seraient stockées également une importante quantité d'armes et d'équipements militaires.

Actuellement, des négociations sont en cours avec le groupe rebelle HTS au pouvoir pour maintenir ses infrastructures militaires dans le pays. En raison du contexte, la Russie pourrait alors vouloir assurer le retrait de ses troupes du territoire syrien. Cependant, ces plans d'évacuation sont compliqués à mettre en place car ils nécessitent d'énormes moyens financiers. En ce qui concerne les activités navales, la base de Tartous assure toujours la présence maritime de la Russie en Méditerranée, bien que celle-ci soit relativement modeste comparée à celle de la sixième flotte américaine. Bien que des options alternatives sont envisagées pour remplacer cette base navale dans des pays comme l'Égypte, l'Algérie, le Soudan et la Libye, aucune ne semble offrir les mêmes avantages stratégiques. Pour le moment, la meilleure option serait Tobrouk en Libye, dont les installations portuaires pourraient accueillir une force navale moins importante qu'à Tartous mais plus proche de l'Europe et du canal de Suez.



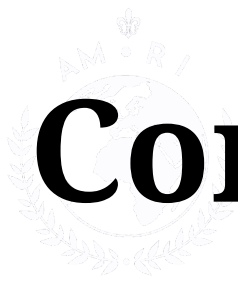
Figure n°6 : Pourquoi la Syrie est si importante pour la stratégie de la Russie en Afrique ? © TV5 Monde, le 13 décembre 2024

De fait, cet événement peut être considéré comme un revers significatif pour Vladimir Poutine. Il porte un coup sévère à la stratégie russe visant à s'établir comme une puissance influente et un médiateur incontournable au Moyen-Orient. Cette situation pourrait avoir des conséquences sur la manière dont Moscou interagira avec d'autres pays sur la scène internationale. L'incapacité du Kremlin à assurer la protection du régime syrien a mis en évidence ses faiblesses, remettant en question sa fiabilité et son efficacité en tant que partenaire stratégique. Embourbée dans sa guerre contre l'Ukraine, elle n'a pas pu venir en aide à son allié lorsque les forces rebelles ont lancé leur offensive.

Tout comme l'Iran, la Russie va changer de ton pour mentionner les groupes rebelles, occultant le terme « terroristes » pour lui préférer « combattants armés » ou encore de « représentants de l'opposition ». En ce sens, dès le 8 décembre 2024, le régime russe a remplacé le drapeau syrien du régime de Bachar al-Assad par l'ancien drapeau de la République syrienne. Tout comme l'Iran, la Russie a engagé de nombreuses ressources financières et humaines dans ce conflit, rendant la chute du régime encore plus amère. En définitive, le changement de régime en Syrie a un impact non négligeable sur les intérêts et les ambitions russes en Afrique et au Moyen-Orient. L'évolution des événements soulève des questions cruciales sur l'avenir des intérêts russes dans ces régions stratégiques et au-delà.

CONCLUSION

La chute du régime de Bachar al-Assad marque donc un tournant décisif dans la géopolitique du Moyen-Orient, redéfinissant les stratégies des principaux acteurs régionaux comme l'Iran et la Russie, alliés du régime Baasiste. Pour l'Iran, cette perte représente un revers majeur dans sa stratégie d'« axe de la résistance », perturbant ses canaux d'influence et renforçant son isolement diplomatique. La Russie, quant à elle, risque de perdre des bases militaires stratégiques et cruciales pour son influence dans la région, qui est en train de se fragiliser. Les prochains mois seront décisifs pour observer et comprendre quelles seront les stratégies employées par ces puissances pour rebondir dans la région. Ils le seront également pour l'avenir de la Syrie et de ses relations internationales. Il faudra suivre de près les évolutions sur le terrain pour observer si le pouvoir syrien parvient à trouver une stabilité politique, et si ses alliés traditionnels, notamment l'Iran et la Russie, s'adaptent à ce nouveau paysage politique. Par ailleurs, l'implication des puissances régionales telles que la Turquie, l'Arabie Saoudite et Israël, dans cette nouvelle phase pourrait redéfinir de manière significative la dynamique politique du Moyen-Orient pour les années à venir.



Conclusion

RÉDIGÉE PAR ANNA GINEPRO

Historiquement, la chute du régime clôt un chapitre marqué par une gouvernance autoritaire qui a façonné la Syrie contemporaine, mais aussi semé les graines de sa désintégration. Retracer l'ascension et la chute de la dynastie Al-Assad met en lumière les fractures internes exacerbées par des décennies de clientélisme politique et de répression violente. Ces dynamiques expliquent en partie comment des forces rebelles ont réussi à surmonter la structure fortement militarisée du pouvoir. Toutefois, la chute du régime laisse un vide, dont la gestion soulève des interrogations sur les capacités des nouvelles autorités à stabiliser le pays.

Sur le plan humain, l'effondrement du régime renforce l'urgence de répondre aux enjeux liés aux déplacements massifs de populations. Si le renversement du régime ouvre des perspectives pour le retour des exilés, il souligne également la précarité des infrastructures, les tensions confessionnelles et les défis sociaux auxquels le pays devra faire face. La gestion de ces défis sera cruciale pour rétablir un tissu social fracturé et fournir les bases nécessaires à un retour durable des réfugiés. L'ampleur de la tâche est immense, mêlant enjeux humanitaires, économiques et politiques, dans un contexte où les incertitudes sur la sécurité nationale persistent.

Enfin, la chute du régime Al-Assad a également des répercussions géopolitiques considérables, particulièrement pour l'Iran et la Russie, ses principaux soutiens internationaux. L'Iran, désormais privé d'un appui central dans sa stratégie régionale, doit faire face à une isolation accrue tout en tentant de préserver son influence avec ses alliés restants, tels que les Houthis ou les milices chiites en Irak. De son côté, la Russie perd un allié stratégique essentiel au Moyen-Orient. Bien qu'elle soit engagée dans des négociations pour maintenir ses bases militaires en Syrie, la chute du régime est perçue comme un revers pour Vladimir Poutine, symbolisant l'échec d'un modèle d'intervention étrangère axé sur le maintien de régimes autoritaires amis. Ces bouleversements redessinent les dynamiques régionales et obligent ces puissances à reconsidérer leur stratégie dans un Proche-Orient en pleine recomposition.

Ainsi, la chute du régime Al-Assad place la Syrie au cœur d'enjeux qui dépassent largement ses frontières. Si cette transition est porteuse d'espoirs pour un pays libéré de décennies de répression, elle soulève également des interrogations profondes : les nouvelles autorités seront-elles en mesure de reconstruire un État inclusif et fonctionnel ? Les millions de réfugiés exilés retrouveront-ils un foyer dans un pays pacifié ? Et surtout, la Syrie pourra-t-elle se repositionner dans l'ordre régional sans tomber dans de nouvelles formes de violence ou d'ingérences étrangères ? L'avenir reste incertain, mais les leçons tirées de ce moment historique pourraient contribuer à façonner une trajectoire plus stable pour le pays et son peuple.

BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

Articles scientifiques :

Balci, B. (2016). *Les réfugiés syriens en Turquie*. Sciences Po. *L'Enjeu mondial*.
<https://www.sciencespo.fr/enjeumondial/fr/odr/les-refugies-syriens-en-turquie.html>

Bajolet, B. (2019). 22. Les Assad, père et fils. In *Le Siècle des dictateurs* (p. 401-425). Perrin; Cairn.info.
<https://doi.org/10.3917/perri.guez.2019.01.0401>

Coville, T. (2024, 11 décembre). Chute de Bachar Al-Assad en Syrie : quelles conséquences pour l'Iran ? *Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS)*. <https://www.iris-france.org/190780-chute-de-bachar-al-assad-en-syrie-queelles-consequences-pour-liran/>

Kawakibi, S. (2009). La gestion de la migration en Syrie: une perspective globale. *CARIM AS. Robert Schuman Centre for Advanced Studies. San Domenico di Fiesole. Institut universitaire européen*.
<https://cadmus.eui.eu/bitstream/handle/1814/11010/?sequence=1>

Leroy, D. (2024, 1 octobre). L'axe de la résistance : quels acteurs et quelles capacités ? *Magazine Diplomatique, Areion24.news*. <https://www.areion24.news/2024/10/01/laxe-de-la-resistance-quels-acteurs-et-queelles-capacites/>

Paoli, B. (2021). Histoire et religion des alaouites de Syrie. In Élise Voguet & A. Troadec (éds.), *Minorités en Islam, islam en minorité (1-)*. *Diacritiques Éditions*. <https://doi.org/10.4000/books.diacritiques.2120>

Rais, F. R. (2004). SYRIA UNDER BASHAR AL ASSAD: A PROFILE OF POWER. *Strategic Studies*, 24(3), 144-168. JSTOR.

Articles de presse :

Akhmedova, I. (2024, 10 décembre). La perte de la Syrie est une « défaite personnelle » pour Vladimir Poutine, selon des experts russes. *EURACTIV*. <https://www.euractiv.fr/section/international/news/la-perte-de-la-syrie-est-une-defaite-personnelle-pour-vladimir-poutine-selon-des-experts-russes/>

Aksenov, P. (2024, 17 décembre). Que deviendront les bases militaires russes en Syrie ? *BBC News Afrique*.
<https://www.bbc.com/afrique/articles/c62zn8kgy2lo>

BBC News Afrique. (2015). *Ces pays qui accueillent des millions de réfugiés syriens*.
https://www.lepoint.fr/monde/ces-pays-qui-accueillent-des-millions-de-refugies-syriens-21-09-2015-1966724_24.php#11

BBC News Afrique. (2022). *Guerre en Syrie : Pourquoi dure-t-elle depuis 11 ans ?*
<https://www.bbc.com/afrique/monde-56385893>

Chute de Bachar al-Assad: Les raisons de la chute éclair du régime. (2024, décembre 8). *Franceinfo*. https://www.francetvinfo.fr/monde/syrie/chute-de-bachar-al-assad/chute-de-bachar-al-assad-les-raisons-de-la-chute-eclair-du-regime_6943685.html

BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

Chute du régime d'Assad: Les raisons du succès de l'offensive éclair. (2024, décembre 9). *France 24*. <https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20241209-chute-regime-bachar-al-assad-raisons-succes-offensive-eclair-rebelles-htc>

Euractiv FR. (2023). Promesses d'aide de 5,6 milliards d'euros pour les Syriens, l'UE garde sa position anti-Assad. <https://www.euractiv.fr/section/international/news/promesses-daide-de-56-milliards-deuros-pour-les-syriens-lue-garde-sa-position-anti-assad/>

France Télévisions. (2024, 12 décembre). Chute de Bachar al-Assad : quelles sont les conséquences pour les pays voisins de la Syrie ? *Franceinfo*. https://www.francetvinfo.fr/monde/syrie/chute-de-bachar-al-assad/chute-de-bachar-al-assad-queelles-sont-les-consequences-pour-les-pays-voisins-de-la-syrie_6948908.html

Lefief, J.-P., et al (2023, 5 décembre). Qu'est-ce que l' « axe de la résistance » promu par l'Iran face à Israël et aux États Unis ? *Service cartographie Le Monde*. https://www.lemonde.fr/international/article/2023/12/05/qu-est-ce-que-l-axe-de-la-resistance-promu-par-l-iran-face-a-israel-et-aux-etats-unis_6204063_3210.html

Le Point. (2024, 10 décembre). Que vont devenir les bases militaires russes de Tartous et Hmeimim en Syrie ? https://www.lepoint.fr/monde/que-vont-devenir-les-bases-militaires-russes-de-tartous-et-hmeimim-en-syrie-10-12-2024-2577651_24.php

Libération. (2024, 17 décembre). Syrie : le groupe islamiste HTS annonce la dissolution de sa branche armée dans l'intérêt général du pays. https://www.liberation.fr/international/moyen-orient/syrie-le-groupe-islamiste-hts-annonce-la-dissolution-de-sa-branche-armee-dans-linteret-general-du-pays-20241217_O7NQRK3T5JDUNMB7TLAID3XTHA/

Neveux, C. (2024, 19 décembre). Après la chute de Bachar al-Assad en Syrie, l'Iran face à un possible effet domino. *Libération*. https://www.liberation.fr/international/moyen-orient/apres-la-chute-de-bachar-al-assad-en-syrie-liran-face-a-un-possible-effet-domino-20241219_SZPG3K2FYBHS7E6KVUNGFZR2RM/

Politis. (2025). *Reportage : Les défis immenses de la nouvelle Syrie*. <https://www.politis.fr/articles/2025/01/reportage-les-defis-immenses-de-la-nouvelle-syrie/>

Qu'est-ce qui a précipité la chute du président syrien Bachar al-Assad? (2024, décembre 8). *L'Orient-Le Jour*. <https://www.lorientlejour.com/article/1438841/quest-ce-qui-a-precipite-la-chute-du-president-syrien-bachar-al-assad-papier-dangle.html>

Ramond, P. (2024, 15 décembre). « Avec la chute d'Assad, la stratégie de l'Iran est en train de s'effondrer » : Une conversation avec Ali Vaez. *Le Grand Continent*. <https://legrandcontinent.eu/fr/2024/12/15/avec-la-chute-dassad-la-strategie-de-liran-est-en-train-de-seffondrer-une-conversation-avec-ali-vaez/>

Randrianarimanana, P. (2024, 13 décembre). Pourquoi la Syrie est si importante pour la stratégie de la Russie en Afrique ? *TV5MONDE*. <https://information.tv5monde.com/international/pourquoi-la-syrie-est-si-importante-pour-la-strategie-de-la-russie-en-afrique-2752671>

BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

Rigoulet-Roze, D. (2024, 20 décembre). « La chute du régime d'Assad est un revers géopolitique majeur pour la Russie ». *La Croix*. <https://www.la-croix.com/a-vif/la-chute-du-regime-d-assad-est-un-revers-geopolitique-majeur-pour-la-russie-20241220>

Syrie: La fin d'un demi-siècle de dynastie Assad | Les Echos. (s. d.). Consulté 8 janvier 2025, à l'adresse <https://www.lesechos.fr/monde/afrique-moyen-orient/syrie-la-fin-de-cinquante-annees-de-dynastie-assad-2136511>

Syrie: Les rebelles dirigés par le HTS entrent dans Damas et Assad manque à l'appel - quelle est la suite? (2024, décembre 8). *BBC News Afrique*. <https://www.bbc.com/afrique/articles/c89x7l14z5lo>

Rapports :

Holliday, J. (2013). *THE ASSAD REGIME* (THE ASSAD REGIME, p. 1-69). *Institute for the Study of War*; JSTOR. <http://www.jstor.org.ezproxy.univ-catholille.fr/stable/resrep07937.1>

O'Bagy, E. (2012). *SYRIA'S POLITICAL OPPOSITION* (SYRIA'S POLITICAL OPPOSITION, p. 1-41). *Institute for the Study of War*; JSTOR. <http://www.jstor.org.ezproxy.univ-catholille.fr/stable/resrep07933.1>

Documents officiels :

Agence Française de Développement. (2022.). *Vulnérabilité et intégration en Jordanie : Les réfugiés syriens dans leur environnement local*. *AFD*. <https://www.afd.fr/fr/ressources/vulnerabilite-et-integration-en-jordanie-les-refugies-syriens-dans-leur-environnement-local>

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). (2024, décembre). *Que signifient les récents événements en Syrie pour les réfugiés ?* <https://www.unhcr.org/fr/actualites/articles-et-reportages/que-signifient-les-recents-evenements-en-syrie-pour-les-refugies>

HCR. (2022). *Le camp de réfugiés de Zaatari en Jordanie a 10 ans : 10 points à retenir*. <https://www.unhcr.org/fr/actualites/stories/le-camp-de-refugies-de-zaatari-en-jordanie-10-ans-10-points-retenir>

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. (2021). *Syrie : comment la France soutient la population syrienne en Syrie et dans les pays d'accueil*. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/syrie/syrie-comment-la-france-soutient-la-population-syrienne-en-syrie-et-dans-les/>

Ministère fédéral des Affaires étrangères. (2024). *Pour un avenir de paix en Syrie : déplacement en Turquie de la ministre Annalena Baerbock*. <https://www.auswaertiges-amt.de/fr/newsroom/2690922-2690922>

Nations Unies. (2025). *L'ONU appelle à renforcer le soutien aux réfugiés syriens et aux pays hôtes*. <https://news.un.org/fr/story/2025/01/1151981>

Nations Unies. (2025). *Conseil de sécurité : 5,6 milliards d'euros promis pour les Syriens, position inchangée sur Assad*. Communiqué de presse. <https://press.un.org/fr/2025/cs15961.doc.htm>

BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

UNHCR France. (2024). *Nous manquons à nos obligations envers les réfugiés syriens et les communautés qui les accueillent, selon le dernier Plan de réponse régional des Nations Unies*. Nous manquons à nos obligations envers les réfugiés syriens et les communautés qui les accueillent, selon le dernier Plan de réponse régional des Nations Unies. | UNHCR France

Sitographie :

Amnesty International. (2015). *Syria's refugee crisis in numbers*.
<https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2015/09/syrias-refugee-crisis-in-numbers/>

Comité international de la Croix-Rouge. (2018). *Le retour des réfugiés : Défis et considérations clés*.
https://www.icrc.org/sites/default/files/document/file_list/07_returns_paper_-_new_fr.pdf

Dans l'abattoir humain d'Assad. (s. d.). Les Jours. Consulté 2 janvier 2025, à l'adresse <https://lesjours.fr/obsessions/syrie-prisons/>

Forum réfugiés. (s.d.). *Réfugiés en France - Programmes de réinstallation*. <https://www.forumrefugies.org/nos-actions/en-france/refugies/programmes-de-reinstallation>

La réintégration de la Syrie au sein de la Ligue arabe, symbole de l'affaiblissement de l'Occident ? (s. d.). IRIS. Consulté 10 janvier 2025, à l'adresse <https://www.iris-france.org/175672-la-reintegration-de-la-syrie-au-sein-de-la-ligue-arabe/>

Oxfam International. (2014). *La réponse internationale à la crise en Syrie : échec sur "tous les fronts"*.
<https://www.oxfam.org/fr/communiqués-presse/la-reponse-internationale-la-crise-en-syrie-echec-sur-tous-les-fronts>

Oxfam International. (s.d.). *Crise en Syrie*. <https://www.oxfam.org/fr/decouvrir/urgences/crise-en-syrie>

Tristan, G. (2024, décembre 11). *Infographie: Plus de 6 millions de réfugiés syriens recensés avant la chute de Bachar al-Assad*. Statista Daily Data. <https://fr.statista.com/infographie/33654/nombre-de-refugies-et-demandeurs-asile-syriens-recenses-par-le-hcr-par-pays-dans-le-monde>

TV5MONDE. (2025, 8 janvier). *Chute de Bachar al-Assad en Syrie : les quelques jours de la bascule*.
<https://information.tv5monde.com/international/chute-de-bachar-al-assad-en-syrie-les-quelques-jours-de-la-bascule-2751842>

Vision Mondiale. (2021). *La crise des réfugiés syriens : les faits*. <https://www.worldvision.ca/blog/refugies/la-crise-des-refugies-syriens>

World Vision France. (s.d.). *Réfugiés Syriens au Liban*. <https://www.worldvision.fr/refugies-syriens-au-liban/>

BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

Vidéographie :

ARTE. (2024, décembre). *Après la chute du régime, l'heure du retour au pays pour les réfugiés syriens ?* | 28 minutes.

ARTE. <https://www.youtube.com/watch?v=q-AycJX5iOw>

Dulieu, L. (2024, 10 décembre). La chute du régime Assad, un revers pour la Russie [Épisode de podcast audio].

France Culture. <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/la-revue-de-presse-internationale/la-revue-de-presse-internationale-emission-du-mardi-10-decembre-2024-5788446>

LES NOUVELLES ROUTES DE L'ÉNERGIE : ENTRE ENJEUX ET OPPORTUNITÉS

RÉDIGÉ PAR DIMITRY TRACZYK



Image n°15 : Méthanier en Océan Arctique. © DR

Tout comme les « Nouvelles routes de la soie » redéfinissent les flux commerciaux entre l'Asie, l'Europe et l'Afrique, les « nouvelles routes de l'énergie » tracent de nouveaux chemins pour répondre aux besoins énergétiques mondiaux. Les secteurs gazier et pétrolier, longtemps au cœur de ces échanges stratégiques, sont aujourd'hui confrontés à un défi existentiel face à l'amplification des ressources énergétiques vertes et leur rôle central dans les grands corridors énergétiques est remis en cause.

En 2021, les produits pétroliers représentaient 39 % de la consommation finale mondiale d'énergie, malgré une diminution de 3 points par rapport à 1990 (Statistiques du Développement Durable, 2024). Les projections pour 2050 indiquent une évolution significative du mix énergétique mondial. Selon le Conseil Mondial de l'Énergie, la part des énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz) pourrait diminuer à 77 % dans le scénario Jazz (scénario privilégiant la croissance économique et l'accès énergétique) et à 59 % dans le scénario Symphonie (scénario favorisant la durabilité et la coordination climatique), comparé à 79 % en 2010 (Conseil Mondial de l'Énergie, 2013).

Ces perspectives suggèrent que le secteur pétrolier devra s'adapter en explorant des opportunités de diversification, en investissant dans des innovations technologiques et en s'ouvrant à de nouveaux marchés pour rester compétitif dans un paysage énergétique en évolution. Entre pipelines transcontinentaux, nouvelles infrastructures et diversification vers des solutions plus durables, l'industrie pétrolière pourrait bien se réinventer en s'inspirant de ces vastes projets d'interconnexion. Dans cette optique de transformation des marchés pétrolier et gazier, deux grands cas sont particulièrement évocateurs, les projets de gazoducs et oléoducs transnationaux - comme le gazoduc Trans-Sahélo-européen (TSP) ou les corridors énergétiques entre l'Asie centrale et l'Europe -, et l'impact des nouvelles routes maritimes en Arctique pour le transport de pétrole et de gaz.

LES PROJETS DE GAZODUCS ET OLÉODUCS TRANSNATIONAUX : LE GAZODUC TRANS-SAHÉLO- EUROPÉEN (TSP) ET LES CORRIDORS ÉNERGÉTIQUES ENTRE L'ASIE CENTRALE ET L'EUROPE

Le gazoduc transsaharien (TSGP)

Le gazoduc Transsaharien, également connu sous le nom de Trans-Saharan Gas Pipeline (TSGP), est un projet ambitieux visant à relier le Nigeria à l'Algérie en passant par le Niger. Ce projet, dont les origines remontent aux années 1970, est concrétisé en 2001. Il a pour objectif de transporter le gaz naturel nigérian vers l'Europe via l'Algérie. Malgré son potentiel, le projet reste actuellement au point mort en raison de divers défis techniques, financiers et sécuritaires. De plus, la présence de groupes terroristes tels que *Boko Haram* ou *Al-Qaïda* au Maghreb Islamique (AQMI) et la sous-estimation du montant du projet, le passant de 10 milliards de dollars en 2009 à 13 milliards de dollars en 2013 (Anas Abdoun, 2022), ont entraînés des coûts supplémentaires imprévus pour les différents acteurs.

Le gazoduc Nigeria-Maroc (NMGP)

PROJETS DE GAZODUCS
EN AFRIQUE DE L'OUEST

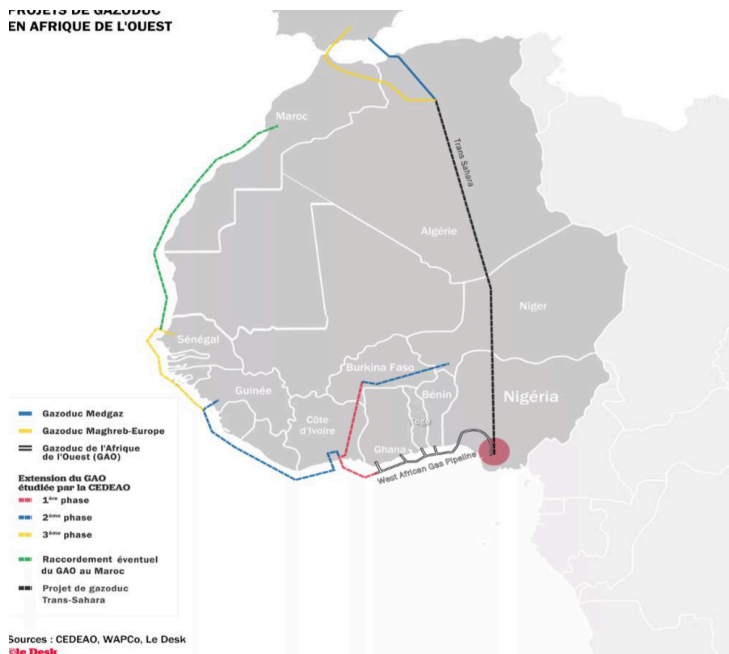


Figure n°7 : Projets gaziers en Afrique de l'Ouest © ledesk.ma

En concurrence directe avec le TSGP, le gazoduc Nigeria-Maroc, ou *Nigeria-Morocco Gas Pipeline* (NMGP), est un projet sous-marin qui est destiné à longer la côte ouest-africaine. Lancé en 2016, ce projet vise à connecter tous les pays d'Afrique de l'Ouest au Maroc, créant ainsi un marché régional de gaz naturel. Avec une capacité prévue de 30 milliards de mètres cubes par an, dont 18 milliards sont destinés à l'exportation vers l'Europe, ce projet représente un investissement majeur de 25 milliards de dollars (MAP, 2023).

Les corridors gaziers sud-européen et transcaspien

Les pays importateurs cherchent à diversifier leurs sources d'approvisionnement pour réduire leur dépendance envers certains fournisseurs. C'est notamment le cas de l'Union européenne qui tente de diminuer sa dépendance au gaz russe via ce corridor. Le corridor gazier sud-européen est un projet stratégique visant à transporter le gaz naturel de la mer Caspienne vers l'Europe. Il comprend plusieurs infrastructures, dont le gazoduc transanatolien (TANAP) qui traverse la Turquie, et le gazoduc transadriatique (TAP) qui relie la Grèce à l'Italie.

Le corridor transcaspien est une initiative visant à développer de nouvelles routes commerciales et énergétiques entre l'Asie centrale et l'Europe. Ce projet implique des pays comme le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan.



Figure n°8 : Les routes alternatives entre l'Europe et l'Asie centrale via la mer Caspienne © CPCIS

LES ENJEUX GÉOPOLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

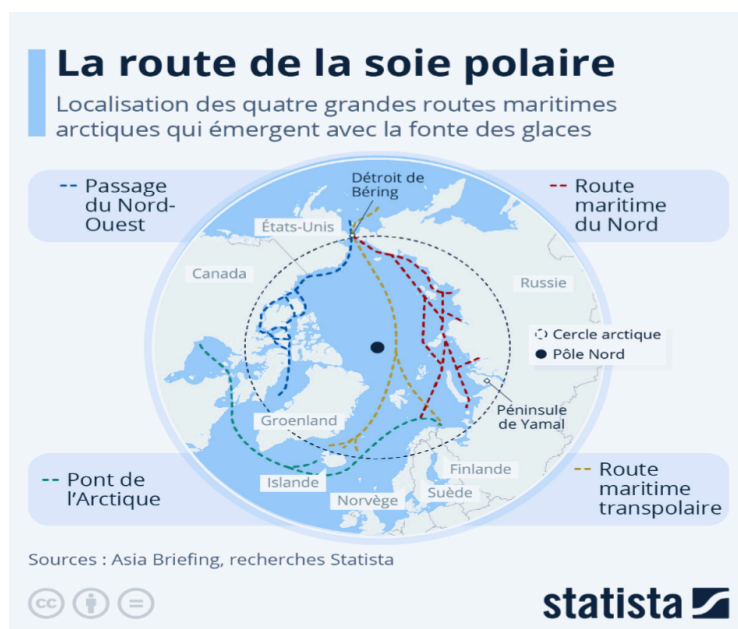
Ces projets de gazoducs transnationaux s'inscrivent dans un contexte de compétition énergétique intense. Ils reflètent les ambitions géopolitiques des pays impliqués et leur volonté de renforcer leur position stratégique sur la scène internationale. Ceux-ci peuvent exacerber les rivalités existantes entre pays, notamment concernant les tracés et les pays de transit. Par exemple, la compétition entre le Maroc et l'Algérie pour devenir le principal fournisseur de gaz vers l'Europe illustre comment ces infrastructures deviennent des enjeux de pouvoir régional.

Ces pays de transit, comme la Turquie dans le projet du corridor transcaspéen, cherchent à capitaliser sur leur position géographique pour devenir des hubs énergétiques, renforçant ainsi leur importance stratégique. Les pays producteurs peuvent utiliser les gazoducs comme levier diplomatique, influençant les relations avec les pays consommateurs et de transit. Cela génère une interdépendance qui peut être source de coopération ou de tensions. On peut le voir dans le contexte de la guerre russo-ukrainienne avec le gouvernement russe qui a utilisé ce moyen de pression pour atténuer l'ingérence occidentale sur ce conflit qui était marqué par des sanctions économiques envers celle-ci.

Néanmoins, ces infrastructures énergétiques sont perçues comme des vecteurs de coopération régionale et de développement économique. Elles offrent des opportunités d'investissement et promettent de stimuler le commerce entre les pays participants. Malgré leur potentiel, ces projets font face à de nombreux défis, notamment en termes de financement, de sécurité et de stabilité politique dans les régions impactées.

L'IMPACT DES NOUVELLES ROUTES MARITIMES EN ARCTIQUE POUR LE TRANSPORT DE PÉTROLE ET DE GAZ

Les routes arctiques, comme la Route Maritime du Nord (RMN), entraînent une diminution des distances. Elles permettent de réduire considérablement les temps de trajet entre l'Asie et l'Europe.



Cette réduction peut atteindre 30 à 50 % par rapport aux routes traditionnelles passant par le canal de Suez ou de Panama, économisant 14 à 20 jours de navigation (Baudu, 2019). Cette diminution des distances parcourues entraîne une réduction des coûts de transport, rendant ces routes potentiellement plus attractives pour les compagnies pétrolières et gazières (Gaudialt, 2023). Le raccourcissement des trajets pourrait entraîner une diminution de 24 % des émissions de gaz à effet de serre pour chaque voyage (Baudu, 2019).

La Russie utilise activement la Route Maritime du Nord pour exporter du pétrole brut vers la Chine, contournant ainsi certaines sanctions occidentales. En juillet 2023, les exportations de pétrole brut des ports arctiques et baltiques russes vers la Chine ont atteint 10,4 millions de barils, contre seulement 484 000 barils en 2022.

L'ouverture de ces routes attise les convoitises des grandes puissances et des compagnies pétrolières. Gazprom et Novatek, par exemple, disposent respectivement de 6,9 et 4,8 milliards de barils d'équivalent pétrole de réserves en cours de développement dans l'Arctique (Gaudialt, 2023). Comme le montre notre graphique, l'Américain *ConocoPhillips*, le Français *TotalEnergies*, le Norvégien *Equinor* et deux compagnies chinoises (CNPC et CNOOC) figurent aussi parmi les entreprises qui ont les plus grands projets d'expansion pétrolière et gazière dans le Grand Nord.

TotalEnergies est l'acteur européen qui a le plus d'actifs en développement dans la région. En janvier 2024, l'entreprise française lance le projet « Arctic LGN 2 » en Russie malgré les sanctions occidentales, avec les compagnies chinoises CNOOC et CNPC et japonaise *Japan Arctic LNG* (AFP, 2024).

DÉFIS ET LIMITES : DES CONDITIONS DE NAVIGATION DIFFICILES

Malgré l'ouverture progressive de ces routes, l'augmentation du trafic maritime revêt des défis logistiques majeurs. La navigation dans l'Arctique reste dangereuse, avec la présence fréquente de glaces, de mauvaises conditions météorologiques et de brouillard, engendrant un fort investissement dans des équipements adéquats pour les navires, comme des coques renforcées. L'utilisation de ces routes reste limitée à certaines périodes de l'année, notamment lors de la saison hivernale - soit la moitié de l'année - ce qui complique leur intégration dans les chaînes logistiques globales. Aussi, l'augmentation du trafic maritime dans cette région fragile soulève des préoccupations environnementales, notamment concernant les risques de pollution et l'accélération de la fonte des glaces dans cette région.

CONCLUSION

Les « nouvelles routes de l'énergie », qu'il s'agisse des projets de gazoducs et oléoducs transnationaux reliant l'Afrique, l'Asie centrale et l'Europe ou des itinéraires émergents dans l'Arctique, jouent un rôle stratégique majeur dans la redéfinition de la carte énergétique mondiale. Ces infrastructures, bien plus que de simples moyens de transport, représentent des leviers géopolitiques influençant alliances, rivalités et équilibres de pouvoir à l'échelle internationale. Cependant, leur potentiel reste conditionné par des défis persistants : sécurité énergétique, enjeux environnementaux, logistique complexe et incertitudes géopolitiques. À long terme, ces routes pourraient transformer les dynamiques économiques et politiques mondiales, mais leur impact global reste à confirmer.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages scientifiques :

École de Guerre Économique (2024, 3 juin). Confrontation informationnelle sur les gazoducs entre l'Algérie et le Maroc. *École de Guerre Economique*. <https://www.ege.fr/infoguerre/confrontation-informationnelle-sur-les-gazoducs-entre-lalgerie-et-le-maroc>

École normale supérieure de Lyon. (s. d.). *Nouvelles routes de la soie, Belt and road initiative (B.R.I.) — Géoconfluences*. 2002 Géoconfluences ENS de Lyon. <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/routes-de-la-soie>

IFRI, *Gazoducs et géopolitique*, Ifri. (2012, 5 octobre). <https://www.ifri.org/fr/editoriaux/gazoducs-et-geopolitique>

IRIS, « La politique gazière de l'UE a généré des résultats positifs avec de nouveaux approvisionnements » . (s. d.). IRIS. <https://www.iris-france.org/177560-la-politique-gaziere-de-lue-a-genere-des-resultats-positifs-avec-de-nouveaux-approvisionnements/>

Portail-Ie. (2023, 26 décembre). Les gazoducs transnationaux : coopérations vectrices de tensions entre puissances africaines. *Portail de L'IE*. <https://www.portail-ie.fr/univers/enjeux-de-puissances-et-geoéconomie/2023/gazoduc-transnational-vecteurs-de-cooperation-et-de-tensions-entre-puissances-africaines/>

Simonet, L. (2007). Les pipelines internationaux, vecteurs de prospérité, de puissance et de rivalités. Oléoducs et gazoducs dans la géopolitique et les relations internationales. Cairn.info, Pages 51 à 64. <https://doi.org/10.3917/ris.065.0051>

Articles de revue scientifique :

Blondeau, K. (2024, 17 juillet). Énergie, finance verte et géopolitique : l'Union européenne sécurise ses forces au Kazakhstan. *Novastan Français*. <https://novastan.org/fr/kazakhstan/energie-finance-verte-geopolitique-lunion-europeenne-kazakhstan/>

Bouvier, E. (s. d.). Histoire des gazoducs et oléoducs au Moyen-Orient : les pipelines, véritables moteurs de rapprochement diplomatique (2/4). *Les pipelines transméditerranéens*. <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Histoire-des-gazoducs-et-oleoducs-au-Moyen-Orient-les-pipelines-veritables-3527.html>

Comprendre les Routes de la soie de l'énergie - Groupe d'Études Géopolitiques. (s. d.). Groupe d'études Géopolitiques. <https://geopolitique.eu/articles/comprendre-les-routes-de-la-soie-de-lenergie/>

Gaudiaut, T. (2021, 23 septembre). Les compagnies pétrolières à l'assaut du Grand Nord. *Statista Daily Data*. <https://fr.statista.com/infographie/25834/entreprises-avec-actifs-gaziers-et-petroliers-en-cours-evaluation-et-developpement-dans-arctique/>

Santrot, F. (2023, mai 4). *Nouvelles routes maritimes : avec la fonte des glaces, les cargos en pôles position ?* WE DEMAÎN. <https://www.wedemain.fr/ralentir/nouvelles-routes-maritimes-avec-la-fonte-des-glaces-les-cargos-en-poles-position/>

Sebillé-Lopez, P. (s. d.). *Le gaz naturel en Europe : quels enjeux énergétiques et géopolitiques ? Première partie*. <https://www.diploweb.com/Le-gaz-naturel-en-Europe-quels-enjeux-energetiques-et-geopolitiques-Premiere-partie.html>

Rapports gouvernementaux :

Boivin, L., Piton, S., Couppey-Soubeyran, J., & Jean, S. (2018). Les nouvelles routes polaires changeront peu la géographie du commerce mondial. Dans *La lettre du CEPII*. https://www.cepii.fr/PDF_PUB/lettre/2018/let392.pdf

Conseil Québécois D'Études Géopolitiques (CQEG). (2021, 3 mai). *La route maritime du Nord, réalité et perspectives*. <https://cqegheulaval.com/la-route-maritime-du-nord-realite-et-perspectives/>

European Investment Bank. (2023, 20 décembre). *Corridor gazier sud-européen et gazoduc transadriatique (TAP)*. European Investment Bank. <https://www.eib.org/fr/press/topical-briefs/all/southern-gas-corridor-trans-adriatic-pipeline-tap>

Ministère de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires. International | Chiffres clés de l'énergie - Édition 2024. (2024). Chiffres Clés de L'énergie - Édition 2024. <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/edition-numerique/chiffres-cles-energie-2024/11-international>

Moncomble, J. (Secrétaire général). (2013). *Les scénarios mondiaux de l'énergie à l'horizon 2050*. Conseil Français de l'Énergie. <https://www.worldenergy.org/assets/downloads/Les-scénarios-mondiaux-de-lenergie-a-lhorizon-2050.pdf>

Articles de presse :

Abdoun, A. (2022, 2 décembre). Gazoducs : le Maroc prend l'avantage sur l'Algérie. *JeuneAfrique.com*. <https://www.jeuneafrique.com/1378454/economie-entreprises/gazoducs-comment-le-nmcp-marocain-va-supplanter-le-tsgp-algerien/>

Actu-transport-logistique.fr, Niveau record des exportations de brut russe via l'Arctique. (2023, 12 avril). <https://www.actu-transport-logistique.fr/journal-de-la-marine-marchande/trafic-et-lignes/niveau-record-des-exportations-de-brut-russe-via-larctique-874966.php>

Énergies, C. D. (2024, 2 octobre). Transport du gaz naturel. Connaissance des Énergies. <https://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/transport-du-gaz-naturel>

Energynews.com (2024, juillet 31). La Russie utilise l'Arctique pour transporter du pétrole brut vers la Chine. *Energynews*. <https://energynews.pro/la-russie-utilise-larctique-pour-transporter-du-petrole-brut-vers-la-chine/>

Energynews.com (2024, 18 septembre). Partenariat stratégique Asie centrale-Allemagne pour des routes commerciales. *Energynews*. <https://energynews.pro/asie-centrale-et-allemande-un-partenariat-strategique-pour-de-nouvelles-routes-commerciales/>

Gillard, M. (2022, 26 juin). Arctique : la fonte des glaces pourrait bouleverser le trafic maritime. *Futura*. <https://www.futura-sciences.com/planete/actualites/ocean-arctique-fonte-glaces-pourrait-bouleverser-trafic-maritime-99154/>

Gocer, M. Y. (2024, 4 septembre). Quel rôle joue la Turquie en tant que corridor énergétique clé pour l'Europe ? *Quel Rôle Joue la Turquie En Tant Que Corridor Énergétique Clé Pour L'Europe ?* <https://www.trtfrancais.com/actualites/quel-role-joue-la-turquie-en-tant-que-corridor-energetique-cle-pour-leurope-18203647>

Planète-énergies.com, *Les gazoducs entre l'Europe, la Russie et le Caucase*. (s. d.). Planète. <https://www.planete-energies.com/fr/media/infographie/gazoducs-entre-leurope-russie-caucase>

Technology, F. T. A. (2023, 23 mai). *Le gazoduc Nigeria-Maroc, l'un des projets les plus ambitieux (PDG de la NNPC)*. MapNews. <https://www.mapnews.ma/fr/actualites/economie/le-gazoduc-nigeria-maroc-lun-des-projets-les-plus-ambitieux-pdg-de-la-nnpc>

Viviani, M. (2024, 18 décembre). Projet Arctic LNG 2 en Russie : face aux sanctions américaines, TotalEnergies fait le dos rond. *La Tribune*. <https://www.latribune.fr/climat/energie-environnement/projet-arctic-lng-2-en-russie-face-aux-sanctions-americaines-totalenergies-fait-le-dos-rond-988076.html>



LES CONDITIONS PÉNITENTIAIRES : ENJEUX DE DROITS HUMAINS ET DE RELATIONS INTERNATIONALES

RÉDIGÉ PAR JEANNE BARROIS

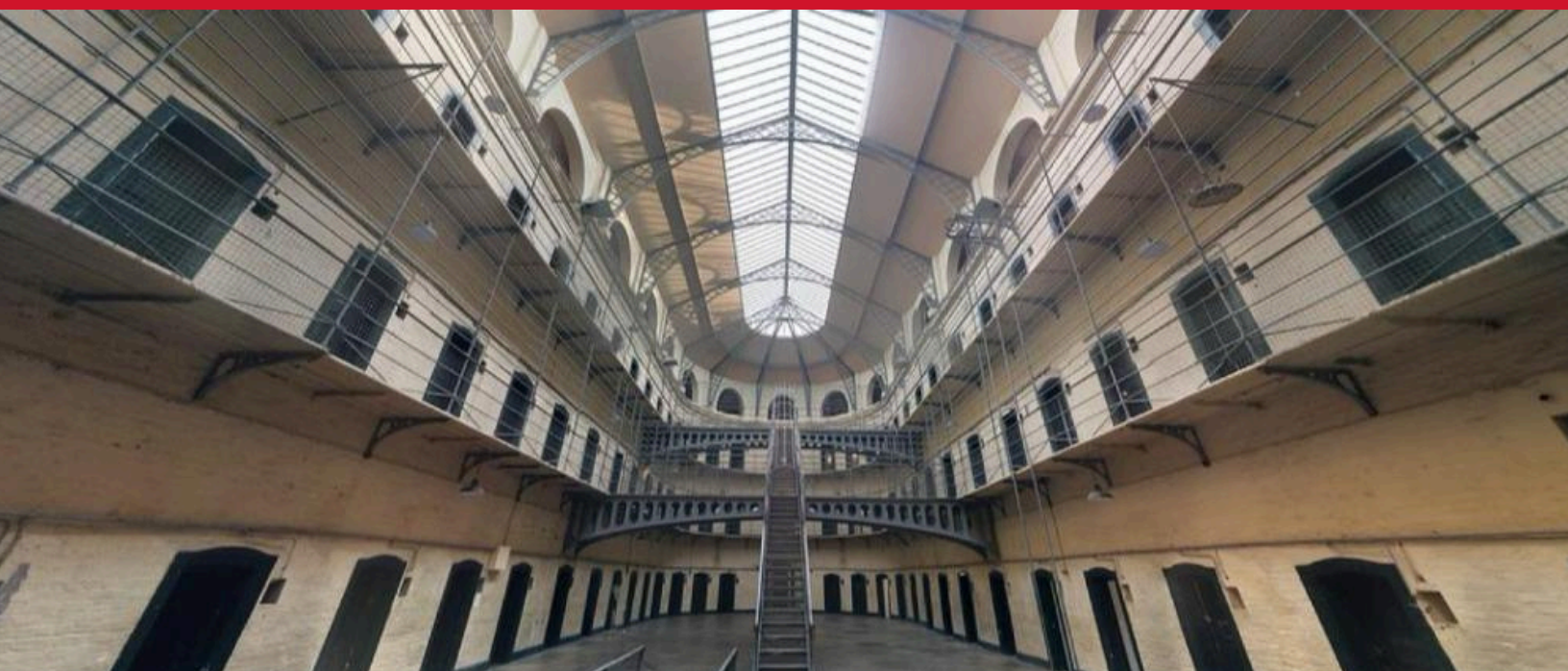


Image n°16 : La Scandinavie : l'El Dorado du système pénitentiaire. © Fondapol

Dans un XXI^{ème} siècle témoin de crises humaines majeures, la question du droit humanitaire est remise au centre des discussions internationales. À l'issue des conflits que l'humanité espère proche, dans le cas où la paix, la cohabitation et le respect de tous l'emportent, le sort que subiront les bellicistes mérite de se pencher sur les conditions humaines qui les attendent. Le système pénitentiaire international est souvent décrit comme étant inégalitaire et bien trop souvent injuste, il suscite de nombreuses discussions aussi bien dans les affaires internes des pays que dans les relations internationales. À l'échelle planétaire, le respect étatique des droits de l'Homme détermine la réputation du pays et influence ses relations extérieures.

L'IMPACT DES CONDITIONS PÉNITENTIAIRES SUR LES DROITS HUMAINS

La justice renvoie à un idéal philosophique (Ministère de la Justice) qui permet de régir le monde dans lequel nous vivons et garantit à n'importe quel être humain d'être défendu et jugé en prônant l'égalité.

Le respect des droits fondamentaux tels que l'hygiène, la santé ou encore l'alimentation paraît être un aspect élémentaire, pourtant trop peu considéré dans un grand nombre de pays.

Comme exemple concret, le dernier rapport de l'organisation non-gouvernementale (ONG) *Amnesty International* sur la défense des droits de l'Homme dans les centres de détention en Iran analyse des « conditions cruelles et inhumaines » vécus par les prisonniers. La surpopulation extrême, des conditions de « vie » insalubres, des infestation de souris ou d'insectes et un accès quasi inexistant aux installations sanitaires animent les journées des détenus... (*Amnesty International*, 2023). Les ONG telles qu'*Amnesty International* ou encore *Human Rights Watch* permettent de dénoncer ces abus et de mettre en lumière l'obscurité carcérale.

Sur un autre continent comme l'Amérique du Nord, dont la réputation paraît être plus philanthropique, les conditions d'enfermement au centre de détention militaire de la baie de Guantanamo illustre un dilemme éthique majeur au croisement des droits humains et des relations internationales.



Image n°17 : Conditions de détention dans les prisons iraniennes.
© https://gdb.rferl.org/02220000-0aff-0242-a090-08da08e0da75_w650_r1_s.png

Cette prison est, depuis son ouverture en 2002, le théâtre d'abus systémiques passant par la torture, la privation sensorielle et la détention prolongée avec pour principal outrage juridique l'absence de procès équitable. Cette erreur judiciaire volontaire peut pousser à la récidive, alimenté par un sentiment de vengeance contre le système. Ces pratiques qui semblent faire abstraction des directives du droit international mettent en évidence des lacunes judiciaires significatives, où la sécurité nationale est souvent invoquée pour justifier des atteintes aux libertés fondamentales. Ces exemples de pratiques inhumaines soulèvent des questions sur la responsabilité des États et l'instrumentalisation du système pénitentiaire comme outil de *soft power*. Tout en essayant de maintenir une certaine légitimité juridico-politique, les États-Unis ont présenté des contradictions entre leurs discours sur la promotion des droits humains et leurs actions, en particulier dans le centre de Guantanamo. Ce cas souligne comment les conditions pénitentiaires deviennent des marqueurs de tensions entre les impératifs sécuritaires à l'échelle mondiale et nationale, et le respect des normes internationales (Le Monde, 2024).

LES CONDITIONS PÉNITENTIAIRES COMME REFLET DU *SOFT POWER*

D'autre part, les conditions pénitentiaires peuvent se transformer en un important outil de *soft power* en mettant en avant les valeurs et les ambitions d'un État sur la scène internationale. Les modèles d'incarcération dits « plus humanistes », axés sur la réhabilitation et le respect des droits humains servent souvent de vitrines pour projeter une image progressiste et moderne du pays.

La prison norvégienne de Halden en est un exemple édifiant (Gentleman, 2012). Ce centre de détention a été conçu pour favoriser la réintégration des détenus, elle propose un cadre respectueux avec des cellules individuelles équipées, des programmes éducatifs et culturels qui permettent pour la plupart des détenus une meilleure réinsertion dans la vie active (Parlement Européen, 2023). Ce modèle scandinave suscite une admiration internationale importante, positionnant la Norvège en haut du classement des droits humains et de la justice réparatrice. En adoptant de telles approches, ces États qui proposent une vision plus souple des conditions d'incarcération, renforcent leur influence morale et diplomatique, tout en contribuant à façonner les normes carcérales. Ces initiatives témoignent du rôle des politiques pénitentiaires dans la construction d'une image nationale positive et dans la promotion des valeurs universelles.



Image n°18 : Exemple de cellule dans une prison norvégienne.
© Reddit

D'autre part, les réformes pénitentiaires peuvent servir de levier stratégique pour justifier des transformations internes et ainsi attirer des soutiens internationaux. Le Rwanda, dans sa période post-génocide (après 1994), en est une illustration marquante ayant mis en avant des initiatives pour moderniser son système carcéral (Ministère de la Justice Rwandais, 2021) et ainsi améliorer les conditions de détention (Abdun, 2017). Le pays cherche ainsi à se construire une image stable, en marge de progrès. Cette stratégie a participé à renforcer sa légitimité sur la scène internationale et à attirer des investissements étrangers. La médiatisation de ces réformes pénitentiaires, souvent présentées comme un engagement envers les droits humains, devient un outil majeur pour stimuler la coopération et ainsi présenter une réputation positive.

Le « progrès humanitaire » des conditions pénitentiaires traverse les océans et joue un rôle dans le *marketing* diplomatique. Cependant, le *soft power* carcéral affiche régulièrement des contradictions flagrantes. L'exemple de la Chine est marquant. Elle vante ses prisons dites « modernes » comme preuve de progrès mais les accusations d'abus dans les camps de rééducation des Ouïghours ternissent ce discours. Derrière la façade de modernité, des pratiques oppressives et des violations des droits humains persistent, révélant un décalage préoccupant entre les messages officiels et ce qu'il se passe réellement. Une stratégie qui, à terme, délégitimise sa crédibilité internationale.

L'IMPACT DES CONDITIONS PÉNITENTIAIRES SUR LES RELATIONS INTERNATIONALES

Les prisons actuelles jouent un rôle majeur dans les négociations bilatérales et multilatérales, elles reflètent les tensions entre intérêts politiques et droits humains. Les détenus politiques sont de nos jours transformés en monnaie d'échange, symbolisant des enjeux stratégiques (Département d'État des États-Unis, 1997). Comme vu auparavant, le centre de détention de Guantanamo illustre parfaitement cette dynamique d'échange, avec des accords passés entre les États-Unis et Cuba (Dudedout, Perrin, Rousselle & Von Saenger, 2016). Ces échanges permettent d'apaiser les tensions diplomatiques, tout en permettant de promouvoir les valeurs humaines prônées par les États concernés. Cependant, ces accords soulignent la polarisation des systèmes carcéraux, où les droits des détenus sont souvent subordonnés à des objectifs géopolitiques.

Dans un monde globalisé, les prisons reflètent les tensions entre l'harmonisation des normes internationales et la souveraineté nationale. Des débats au sein même des Nations Unies sur l'unification des standards pénitentiaires mettent en lumière la complexité de la question (Aglieta, 2016, chapitre 7). Certains États défendent des réformes inspirées de principes humanistes, visant à améliorer les conditions de détention à l'échelle mondiale. D'autres s'y opposent, dénonçant une ingérence dans leurs politiques internes. Ces divergences révèlent des désaccords profonds sur la définition des droits des détenus et les priorités nationales, rendant difficile l'élaboration d'un consensus.

Ainsi, les prisons, en tant qu'espaces de confrontation entre discours humanitaires et intérêts souverains, reflètent les paradoxes des relations internationales. Elles deviennent des outils de diplomatie, mais également des miroirs des inégalités entre États (*Human Rights Watch*, 2023). Tandis que certains promeuvent des réformes progressistes, d'autres privilégient des approches sécuritaires, alimentant une polarisation croissante. Malgré les défis, les discussions multilatérales sur ce sujet soulignent la reconnaissance croissante des conditions pénitentiaires comme un enjeu central pour l'avenir des droits humains.



Image n°19 : Prisonnier escorté de militaires dans la prison de Guantanamo. © Euronews

BIBLIOGRAPHIE

Articles scientifiques :

Amnesty International. (s. d.). *Human rights in Iran*. <https://www.amnesty.org/en/location/middle-east-and-north-africa/middle-east/iran/report-iran/?utm>

Baldwin, D., & Jahan, M. (2018). Monnaie, entre dettes et souveraineté. *Presses de Sciences Po*.
<https://shs.cairn.info/monnaie-entre-dettes-et-souverainete--9782738133830-page-317?lang=fr>

Cqeg. (2021, 3 mai). Quel avenir pour la base américaine de Guantánamo ? *Conseil Québécois D'Études Géopolitiques*. <https://cqegheulaval.com/quel-avenir-pour-la-base-americaine-de-guantanamo/?utm>

Gentleman, A. (2017, 1 décembre). Inside Halden, the most humane prison in the world. *The Guardian*.
<https://www.theguardian.com/society/2012/may/18/halden-most-humane-prison-in-world?utm>

Articles de presse :

Le Monde (2024, août 5). Les Etats-Unis et les fantômes de Guantanamo. *Le Monde.fr*.
https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/08/05/les-etats-unis-et-les-fantomes-de-guantanamo_6268069_3232.html?utm

Rapports gouvernementaux :

Le rôle de la justice. (2023, 9 mai). *Ministère de la Justice*. <https://www.justice.gouv.fr/justice-france/fondements-principes/role-justice>

Ministère de la Justice du Rwanda. (s.d.). Réformes pénitentiaires au Rwanda : Progrès et défis.
<https://www.minijust.gov.rw/index.php>

Parlement européen. (2023). Conditions in detention facilities and their impact on fundamental rights: Current challenges and ways forward. Étude commandée par la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures (LIBE).
https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2023/741374/IPOL_STU%282023%29741374_EN.pdf

US Department of State. (1997, 16 mai). U.S.-Cuba migration accords. <https://1997-2001.state.gov/briefings/statements/970516a.html>

Mémoires :

Giacomo, S. (2018). La réforme pénitentiaire au Rwanda : Une étude de cas sur les progrès et défis après le génocide (Mémoire de master, SIT Graduate Institute). *SIT Digital Collections*.
https://digitalcollections.sit.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=3714&context=isp_collection%2F1000



PANZI FOUNDATION YOUTH AMBASSADOR PROGRAM : UNE GÉNÉRATION ENGAGÉE CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES ET POUR L'AUTONOMISATION DES FEMMES EN AFRIQUE

RÉDIGÉ PAR NDEYE AMINATA NDIAYE



Image n°20 : Logo de la Fondation Panzi. © panzifoundation.org

UNE JEUNESSE MOBILISÉE POUR UNE CAUSE UNIVERSELLE

Utilisées notamment comme arme de guerre, les violences sexuelles continuent de sévir dans de nombreuses régions du monde, particulièrement en République Démocratique du Congo (RDC), alimentant de fait une tragédie silencieuse. Alors que le pays traverse l'une des crises humanitaires les plus graves et les plus muselées à travers le monde, exacerbée par des décennies de conflits armés, ces violences ont dévasté des millions de vie et brisé des communautés entières. Depuis plus de 20 ans, le Dr. Denis Mukwege, médecin, gynécologue, chirurgien obstétrique congolais, et lauréat du Prix Nobel de la Paix en 2018 - surnommé « l'homme qui répare les femmes » - combat ce fléau grâce à son association : la Fondation Panzi. L'association a pour but d'offrir des soins holistiques, un soutien psychologique et une assistance juridique aux survivantes tout en plaidant pour une justice durable en vue d'éradiquer ces fléaux.

Parmi ses initiatives phares figure *The Panzi Youth Ambassador Program*, une plateforme dédiée à former et à mobiliser de jeunes femmes engagées dans la lutte contre les violences sexuelles et pour l'autonomisation des femmes.

Lancé pour répondre au besoin urgent de *leadership* féminin dans cette cause, ce programme propose des outils, des formations et des opportunités uniques à ses participantes. Pour l'année 2024-2025, il s'inscrit dans une vision globale visant à faire des jeunes femmes des actrices du changement dans leurs communautés et au-delà.

Face à l'urgence de lutter contre les violences sexuelles, la Fondation Panzi mise sur une nouvelle génération de leaders féminines. Comme le souligne le Dr. Mukwege: « le combat contre les violences sexuelles ne peut être gagné sans l'implication des jeunes. Elles sont la clé pour construire un avenir où la justice et l'égalité des genres triomphent » (panzifoundation.org).

Nonobstant, un tel programme soulève des questions fondamentales : comment ces jeunes ambassadrices parviennent-elles à concrétiser leurs compétences en actions dans des contextes socio-culturels souvent complexes ? Et dans quelle mesure ce programme contribue-t-il à renforcer la lutte mondiale contre les violences sexuelles ?

UN PROGRAMME AU CŒUR DE LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES

Le *Youth Ambassador Program* a été conçu pour répondre à une double nécessité : sensibiliser la jeunesse mondiale aux enjeux des violences sexuelles, et encourager leur participation active à des actions de plaidoyer et de collecte de fonds. Créé sous l'impulsion du médecin humanitaire congolais, le programme repose sur trois piliers :

- **Former des *leaders* féminins** capables de défendre les droits des survivantes et de promouvoir l'égalité des genres
- **Mobiliser des ressources** pour soutenir les initiatives de la Fondation Panzi
- **Sensibiliser les communautés locales et internationales** aux impacts dévastateurs des violences en zones de conflit (*Conflict-Related Sexual Violence CRSV*)

Le Programme des Jeunes Ambassadrices ne se limite pas à une formation théorique : il transforme profondément la perception qu'ont les participantes d'elles-mêmes et de leur capacité d'action.

UN RÉSEAU INTERNATIONAL EN EXPANSION

En tant que fervent défenseur des droits des femmes, le Dr. Mukwege rappelle que les femmes sont au cœur des solutions aux crises humanitaires. Il insiste sur l'importance d'investir dans leur autonomisation : « Investir dans les femmes, c'est investir dans la reconstruction d'un monde brisé par les injustices et les violences. Nos jeunes ambassadrices sont la preuve que le changement est possible » (*panzifoundation.org*).

Parmi les survivantes, le cas de Sarah est édifiant : son parcours est un exemple poignant de la force intérieure que les femmes peuvent développer lorsqu'elles sont soutenues par des programmes comme celui de la Fondation de Panzi. Sarah, survivante des violences sexuelles, raconte comment elle a surmonté ses blessures physiques et lancé sa propre entreprise, malgré les défis auxquels elle a dû faire face :

« Même après tout ce que j'ai traversé, je suis fière de ce que j'ai accompli. Ma petite entreprise me permet non seulement de subvenir à mes besoins, mais aussi d'aider d'autres femmes qui, comme moi, ont besoin de soutien » (*panzifoundation.org*).

Les jeunes ambassadrices, âgées de 18 à 26 ans, proviennent de divers horizons culturels et géographiques. Elles participent à des ateliers de formation sur le plaidoyer, la communication, la gestion de projets et la collecte de fonds. En collaborant avec des mentors expérimentés, elles développent des compétences qui les transforment en porte-paroles efficaces de la cause.

Le témoignage de Rosine Sanginga, ancienne ambassadrice, est particulièrement édifiant, et donne un bel aperçu de cette mission à celles envisageant de participer au programme : « Le Youth Ambassador Program a particulièrement mis en lumière les différentes manières de mobiliser les fils, les filles et les amis de la RDC. Je suis convaincue que les connaissances que j'ai acquises grâce à ce programme seront utiles à mon travail à l'avenir » (Sanginga, 2021).

L'IMPACT DES JEUNES AMBASSADRICES SUR LE TERRAIN



Image n°21 : Ambassadrices de la Fondation Panzi.
© *panzifoundation.org*

Dans leur formation, ces jeunes femmes acquièrent une expertise précieuse leur permettant de mener des actions concrètes dans leurs communautés :

Elles sont à l'initiative de campagnes de sensibilisation où elles organisent des ateliers éducatifs dans des écoles ou des associations locales, abordant les sujets tels que le consentement, les droits des femmes et la lutte contre les stéréotypes de genre.

Par ailleurs, certaines participantes portent des plaidoyers auprès des décideurs politiques pour des réformes législatives visant à renforcer les droits des survivantes des violences sexuelles.

Dans son engagement pour un monde plus juste, « le réparateur des femmes » souligne régulièrement le rôle crucial de la jeunesse dans la transformation sociale. Pour lui, la formation de ces jeunes *leaders* est essentielle pour garantir un avenir sans violences sexuelles : « La jeunesse est porteuse d'un avenir meilleur. Si nous formons et mobilisons les jeunes aujourd'hui, nous préparons une société plus juste et égalitaire pour demain » (panzifoundation.org).

DES PROJETS INSPIRANTS ET DURABLES MAIS AUSSI DES DÉFIS À RELEVER

Dans l'exercice des initiatives locales, une ambassadrice en Afrique de l'Ouest a lancé un projet visant à sensibiliser les communautés rurales aux dangers des mariages précoces et à l'importance de l'éducation des filles. Par le biais de partenariats internationaux, plusieurs jeunes femmes ont collaboré avec des organisations telles que l'Organisation des Nations Unies des femmes (ONU Femmes) ou des organisations non-gouvernementales (ONG) locales, amplifiant ainsi leur impact.

Malgré ses fantastiques succès, le programme fait face à plusieurs obstacles :

- Dans certaines régions, les normes patriarcales et les tabous autour des violences sexuelles limitent la portée des actions des ambassadrices
- La pérennité du programme dépend de la capacité à mobiliser des fonds suffisants et les projets des participantes
- Les jeunes ambassadrices doivent souvent naviguer dans des environnements hostiles où les initiatives féministes sont perçues comme une menace

En revanche, la Fondation Panzi prévoit, pour l'année 2024-2025, d'élargir le programme à davantage de pays en vue de renforcer sa présence à l'international.

Pour accroître la visibilité de sa fondation et dudit programme, le Dr. Denis Mukwege, figure internationale respectée, peut compter sur de nombreux soutiens et des partenariats stratégiques. En collaboration avec d'autres initiatives mondiales, il peut s'appuyer sur des plateformes telles que la Journée internationale des droits des femmes pour amplifier son message.

UNE VISION PARTAGÉE POUR UN AVENIR SANS VIOLENCES SEXUELLES

Le *Panzi Foundation Youth Ambassador Program* incarne une vision ambitieuse : celle d'un monde où les violences sexuelles ne sont plus tolérées, où les femmes sont libres et autonomes et où les jeunes générations s'impliquent davantage pour défendre les droits humains.

Sous l'égide directive et inspirante du fondateur de Panzi, ce programme offre une plateforme unique pour la formation des leaders féminines dans le but de développer des capacités transformatrices de leur environnement. Intégrer les jeunes femmes dans des initiatives globales et donner les moyens d'agir, c'est contribuer non seulement à la sensibilisation du public mais également au changement des mentalités.

Pour le défenseur des droits des femmes, le travail de la Fondation Panzi ne se limite pas aux soins médicaux. Il s'agit aussi de redonner aux survivantes la dignité et la force de reconstruire leur vie. Le programme des Jeunes Ambassadrices incarne cette mission à l'échelle mondiale : « À Panzi, nous ne soignons pas seulement les blessures physiques, nous reconstruisons aussi des vies et redonnons aux femmes leur dignité et leur voix. Les jeunes ambassadrices amplifient cette voix à travers le monde » (panzifoundation.org).

Le *Panzi Foundation Youth Ambassador Program* pour cette année 2024-2025 démontre qu'il est possible d'investir dans l'avenir pour un changement durable des mentalités. En formant et en soutenant ces jeunes femmes, la Fondation Panzi pave la voie vers un avenir où la justice et l'égalité des genres ne sont plus des idéaux lointains, mais une réalité tangible.

Cet appel à l'action est une invitation à encourager les jeunes femmes à l'adhésion de ce mouvement, en plus d'inciter les acteurs internationaux à apporter leur soutien à cette initiative essentielle. Ensemble, nous pouvons construire un monde où chaque survivante retrouve sa dignité et son droit à un avenir meilleur.

BIBLIOGRAPHIE

Rapport :

United Nations. (2019, March 29). *Conflict-related sexual violence: Report of the Secretary-General (S/2019/280)*. Retrieved from <https://www.un.org/sexualviolenceinconflict/wp-content/uploads/2019/04/report/s-2019-280/Annual-report-2018.pdf>

Webographie :

Charity Navigator. (n.d.). *Rating for Panzi Foundation*. Retrieved from <https://www.charitynavigator.org/ein/271706063>

Security Council Report. (n.d.). *UN Documents for Women, Peace and Security*. Retrieved from <https://www.securitycouncilreport.org/un-documents/women-peace-and-security/>

Articles web :

Panzi Foundation. (n.d.). Programme des jeunes ambassadeurs : Un regard de l'intérieur. Retrieved January 15, 2025. <https://panzifoundation.org/programme-des-jeunes-ambassadeurs-un-regard-de-linterieur/>

Panzi Foundation. (n.d.). Sarah. Survivor. Retrieved from <https://panzifoundation.org/survivors/>

United Nations. (2018). United Nations action on sexual exploitation and abuse: Resolution adopted by the General Assembly (A/RES/72/312). Retrieved from <https://digitallibrary.un.org/record/1642546?ln=en>

United Nations. (2018). Sexual harassment: UN General Assembly Resolution A/RES/73/148. Retrieved from <https://safeguardingsupporthub.org/documents/sexual-harassment-un-general-assembly-resolution-ares73148>

United Nations. (2018, September 21). Honouring Kofi Annan, General Assembly remembers late Secretary-General as monumental leader, moral voice who fought brutality, bloodshed. Retrieved from <https://press.un.org/en/2018/ga12057.doc.htm>

United Nations. (2018, September 19). Resolution adopted by the General Assembly on United Nations action on sexual exploitation and abuse (A/RES/72/312). Retrieved from <https://www.un.org/preventing-sexual-exploitation-and-abuse/content/resolutions>

United Nations. (2018, September 17). General Assembly adopts resolution reaffirming commitment to zero-tolerance policy on sexual exploitation, abuse throughout United Nations system. Retrieved from <https://press.un.org/en/2018/ga12050.doc.htm>

UN Women. (n.d.). Global norms and standards: Peace and security. Retrieved from <https://www.unwomen.org/en/what-we-do/peace-and-security/global-norms-and-standards>

Remerciements

Le bureau rapproché de l'AMRI de l'année universitaire 2021-2022 étant à l'initiative de ce projet mérite nos plus sincères remerciements. Nous remercions par ailleurs le bureau actuel, à savoir Margaux Thébault et Lilou Roy, toutes deux coprésidentes, Guillaume Frageul, notre trésorier, ainsi que notre secrétaire Pauline Fontaine pour leur soutien dans le maintien et le développement de cette revue.

Cette édition a été créée de toutes pièces par des étudiants engagés et motivés pour produire un travail sérieux et approfondi. C'est pourquoi nous souhaitons également remercier Julien Grymonprez, Matéo Blanquer, Apolline Charlois, Anna Ginepro, Emilie Sterna, Adèle Sellier, Quitterie Sécher, Dimitry Traczyk, Ndèye Aminata Ndiaye et Jeanne Barrois pour leurs articles de qualité.

Nous tenons à remercier en particulier Lou Garcia et Alexandre Delattre à qui nous devons tout le travail de mise en page et d'édition.

Enfin, nous souhaitons remercier Juliette Schnoebelen et Manon Sobaga, responsables communication de l'AMRI, pour la gestion des publications de la revue sur les réseaux sociaux.

Notre petite structure a nécessité un engagement important et répété de la part de toute l'équipe, qui témoigne de son implication et de sa volonté de vous proposer, chers lecteurs et chères lectrices, une lecture agréable et de qualité.

Ainsi nous tenons à remercier tout le monde pour le travail effectué, et nous vous donnons rendez-vous dans un mois pour notre prochaine édition !

Rédacteurs en chef

MARIN GUILLON VERNE & ROBIN YAHY